

**Janvier – Février – Mars 2017**

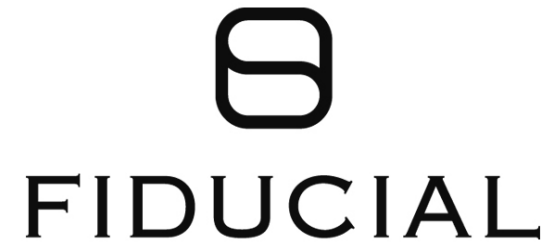
Réalisée du 16 janvier au 1er février 2017

Vague 65

# Baromètre *des* **TPE**



[www.ifop.fr](http://www.ifop.fr)



[www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)



# FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. En Europe, elle emploie 11 000 personnes au service de ses **273 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
  - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
  - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
  - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
  - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

[www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)

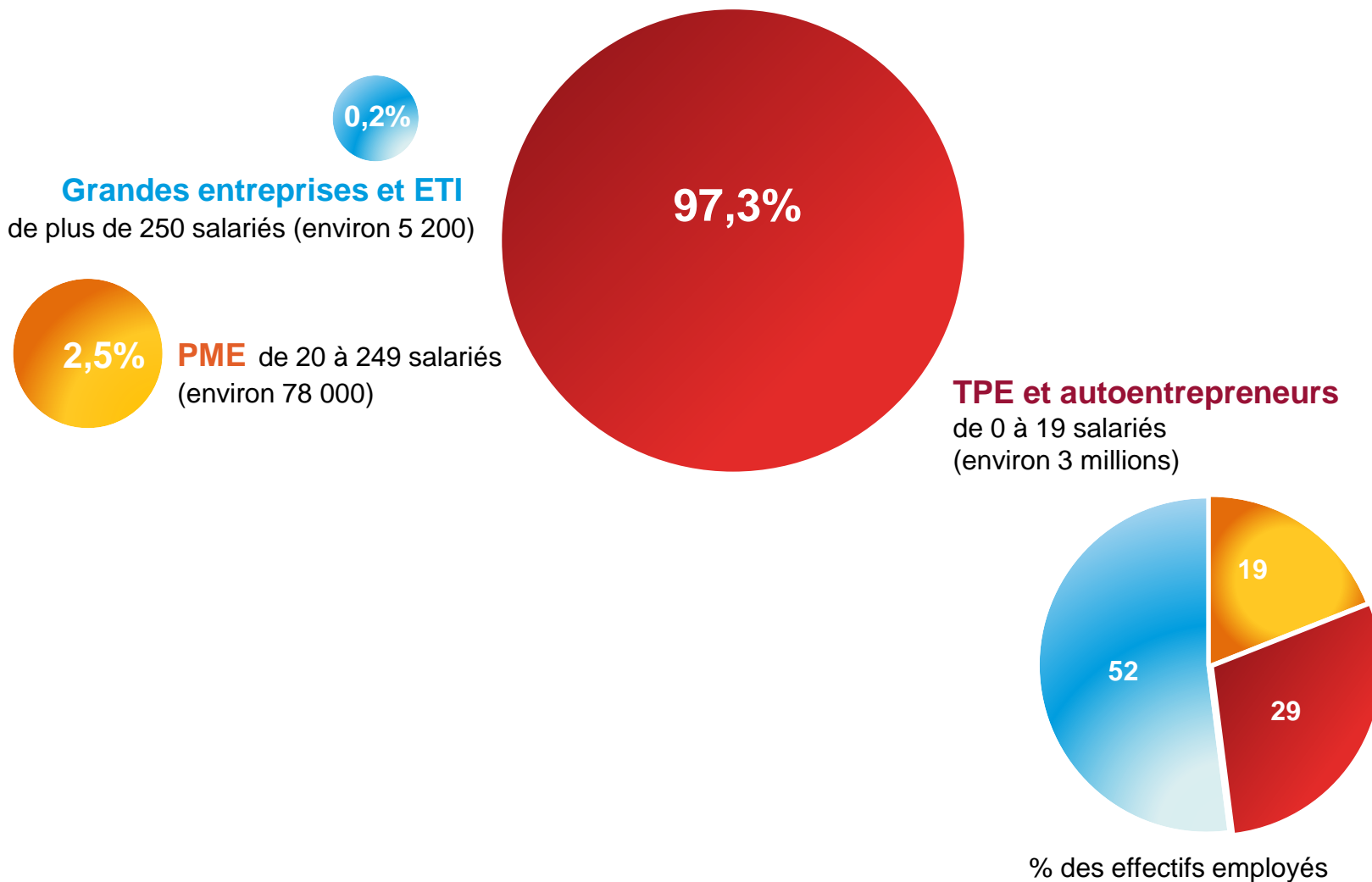
▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	16
▪ L'emploi dans les TPE	19
▪ La situation économique et financière des TPE	27
▪ L'actualité économique	34
→ Les TPE et la croissance	34
→ Les TPE et l'emploi	49
▪ Méthodologie	64
▪ Échantillon	65

## Le poids des TPE

**Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les autoentrepreneurs)\***

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(\*) Source INSEE SIRENE 2015

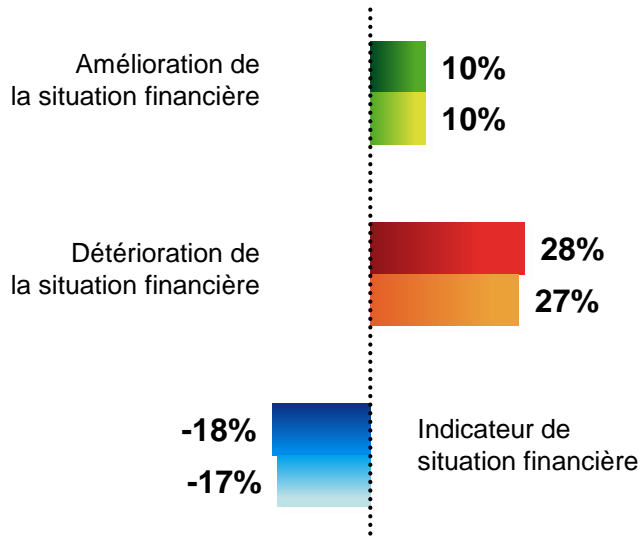


# Tableau de bord

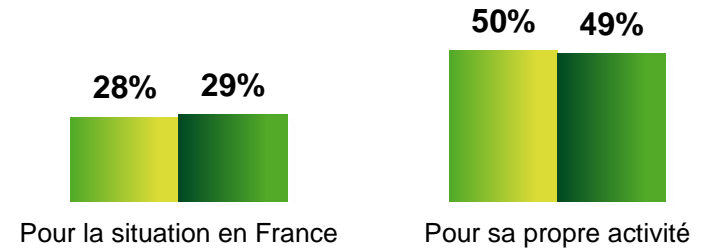
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

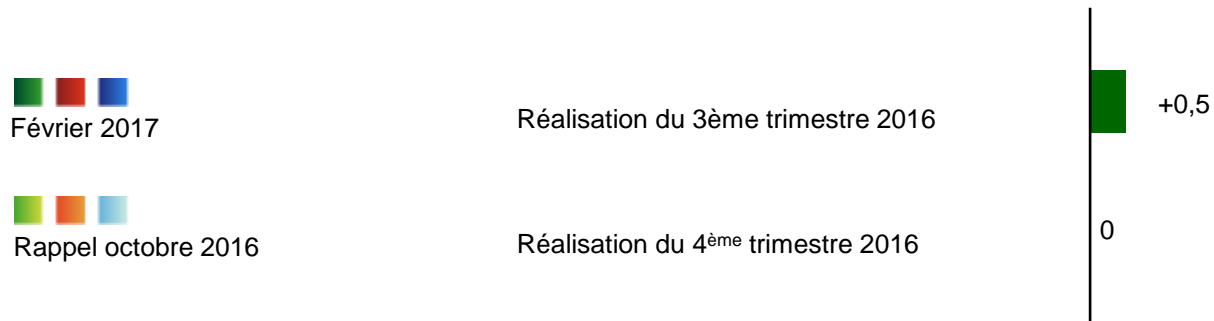
## Situation financière sur les trois derniers mois



## Niveau d'optimisme

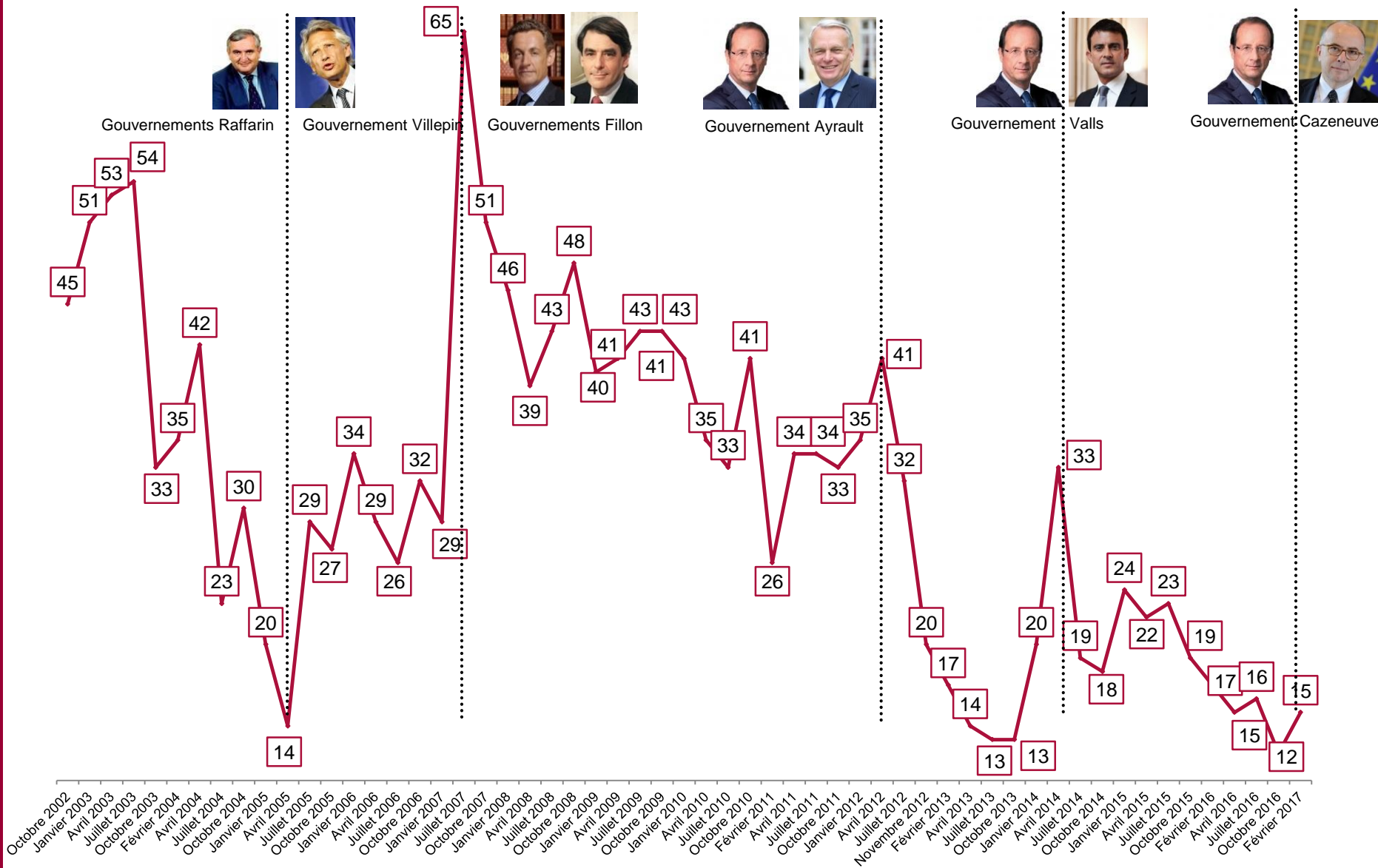


## Création nette d'emplois



Base ensemble des dirigeants de TPE = 1 003 TPE

# La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des dirigeants de TPE

% de bonne opinion

# Les principaux enseignements

## Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble



### *Une stagnation de l'activité et une morosité persistante des patrons de TPE face à la situation économique*

A moins de trois mois de la prochaine élection présidentielle, **les grands indicateurs sur la situation des TPE témoignent d'une activité atone**. Ce constat appelle à une réelle intégration par les candidats des besoins et attentes de cette population, alors que **le sentiment de prise en compte de leurs préoccupations par le gouvernement actuel n'a jamais été aussi bas depuis la création du baromètre (9%, -4 points depuis juillet 2016)**.

Quelques semaines après l'arrivée de Bernard Cazeneuve à la tête du gouvernement, on constate un léger regain de confiance dans les actions économiques du gouvernement (+3 points par rapport à octobre 2016), malgré un score qui reste parmi les plus faibles enregistrés (15%). L'optimisme général pour la situation économique de la France est lui aussi faible et se stabilise par rapport à la vague d'enquête précédente (29%, +1 point). Il est plus élevé dans les structures de 10 à 19 salariés (37%), ainsi que dans les secteurs des services aux entreprises (34%) et du BTP (43%).

**L'optimisme des dirigeants interrogés sur leur propre activité demeure très mitigé, à 49%** (-1 point en trois mois), avec des scores particulièrement faibles dans les entreprises de 1 à 2 salariés (39%), et dans celles de l'hôtellerie (41%) et du commerce (34%). L'indicateur de situation financière pour les trois derniers mois (% de TPE dont la situation s'est améliorée - % de TPE dont la situation s'est détériorée) diminue lui aussi d'un point, à -18.

La situation de trésorerie des patrons de TPE connaît une légère embellie, 31% d'entre eux étant en excédent (+3 points) et 45% à l'équilibre, contre encore un sur quatre qui connaît un déficit (24%, -2 points)

**Au global, sur 2016, les chefs d'entreprise interrogés estiment que leur taux de croissance s'établit à -0,2%** (en hausse toutefois de 0,5 point sur un an), avec de fortes disparités sectorielles. Il est en effet plus élevé dans l'industrie et les services aux particuliers (+1% dans les deux cas), tandis qu'il est en retrait dans le commerce (-0,9%) et surtout dans le BTP (-2%).

Cette stagnation de l'activité conduit à une contraction des investissements, rendant la relance difficile à moyen et long terme. Ainsi, **12% seulement des patrons de TPE déclarent avoir réalisé une demande de financement au cours des trois derniers mois, soit le score le plus faible enregistré sur cet indicateur** mesuré depuis 2009. Cette proportion est plus élevée parmi les employeurs (21%, et jusqu'à 34% parmi ceux qui ont entre 10 et 19 salariés). Lorsqu'ils ont sollicité un prêt après de leur banque, 50% ont subi au moins une mesure de durcissement, avec notamment un net accroissement des refus (24%, +9 points).

**Les perspectives pour les prochains mois et l'après-présidentielle ne permettent pas d'espérer un rebond d'activité**. Une minorité des TPE anticipe une hausse des ventes pour le trimestre à venir (37%, dont 22% qui pronostiquent une « légère hausse », 41% misant sur une stagnation et 19% sur une baisse. Près de la moitié des dirigeants ne dispose par ailleurs d'aucune visibilité sur sa croissance potentielle en 2017 (44%). Lorsqu'ils sont en mesure de l'estimer, ils l'évaluent à +0,2%, soit un niveau trop faible pour permettre une relance réelle, même si les patrons de TPE se montrent plus optimistes qu'en janvier 2016 (+0,7 point)

### *Une création d'emploi nulle sur 2016 et plutôt à la baisse sur les cinq dernières années*

**Les indicateurs en matière d'emploi suivent logiquement la même tendance que la situation financière.** Ainsi, alors que le taux de recrutement au cours des trois derniers mois demeure assez élevé (14%), et avec **un recours aux CDI en hausse** (52%, +16 points en trois mois, avec un score qui n'avait plus été majoritaire depuis 2011), la création nette d'emploi est nulle sur le dernier trimestre 2016. Là encore, des disparités se font jour, avec des créations nettes élevées dans les structures de 3 à 5 salariés (+7%) et de 10 à 19 salariés (+7% également) et dans les secteurs du BTP (+3%) et de l'industrie (+5%). A l'inverse, cet indice est négatif dans le commerce (-1%) et les services aux particuliers (-2%).

**Le recours aux CDD de plus d'un mois, s'il recule (28%, -6 points par rapport à octobre 2016), est toujours principalement lié à un surcroît temporaire d'activité (62%, -2 points).** Ce motif devance nettement le souhait de s'assurer de la viabilité du poste (39%, -3 points), le remplacement d'un salarié absent (34%) ou la volonté de tester les compétences du salarié avant de l'embaucher (26%).

S'agissant des suppressions de postes, elles ont concerné 7% des TPE, et portaient sur des CDI dans 74% des cas. On relève une remontée du recours aux ruptures conventionnelles (44%, +4 points en trois mois), qui devancent toujours les licenciements (31%, -2 points) et les démissions (19%, -5 points).

Le bilan en termes d'emploi pour 2016 s'avère lui aussi en peu encourageant : parmi les employeurs, 16% ont créé des postes et 14% en ont supprimé. Parmi les entreprises individuelles, 7% se sont séparés d'un ou plusieurs collaborateurs. **Au global, 10% des TPE ont réduit leurs effectifs au cours de l'année** (20% dans les structures de 6 à 19 salariés).

**Les embauches envisagées pour 2017 suivent plutôt une tendance positive, qui sera à observer au cours des mois à venir.** Parmi les employeurs, 12% envisagent ainsi de créer des emplois contre 9% qui prévoient d'en détruire. 5% des chefs d'entreprise sans salarié ont l'intention de recruter. Si ces pronostics se confirment, 7% de l'ensemble des dirigeants de TPE pourraient augmenter leurs effectifs, cette proportion atteignant 13% dans l'industrie, 15% dans l'hôtellerie, et 27% dans les structures de 10 à 19 salariés.

Au-delà des évolutions d'effectifs pour 2016 et des prévisions pour 2017, **les dirigeants de très petites entreprises étaient invités à s'exprimer sur leur bilan des cinq dernières années en termes d'emploi.**

**Au global, les trois quarts des interviewés déclarent que leurs effectifs sont restés stables** (73%, -3 points par rapport à février 2011), là où 16% ont réduit leur personnel (en moyenne de 2,6 employés) et où 10% ont créé des emplois (en moyenne 2,9 postes). Les diminutions d'effectifs ont davantage concerné les structures de 1 à 2 salariés (26%) et celles du BTP et des services aux entreprises (22% dans les deux cas), tandis que les créations de postes ont été plus nombreuses dans le BTP (16%), l'industrie (19%) et les TPE de 3 à 19 salariés (37%).

Près d'un dirigeant de TPE sur deux estime qu'il n'est ni plus ni moins facile de recruter qu'il y a cinq ans (48%), et 12% seulement pensent que les embauches sont plus simples. On relève donc que **38% des patrons interrogés, soit une proportion non négligeable dans une logique d'extrapolation, relèvent des difficultés accrues pour embaucher**, à plus forte raison dans les secteurs du commerce (46%), de l'industrie (50%) et de l'hôtellerie (53%).

### *Un potentiel de recrutement élevé si les dirigeants de TPE disposent des perspectives de croissance nécessaires et d'une baisse des cotisations sociales*

Si les effectifs des TPE évoluent peu au global, **65% des interviewés souhaiteraient créer de nouveaux emplois dans leur entreprise en cas de réelles perspectives de croissance de leur activité**, ce niveau atteignant 84% parmi les employeurs et 85% dans l'hôtellerie. **Ces embauches concerneraient en priorité des postes de production (54%)**, et dans une moindre mesure des fonctions commerciales (29%) et/ou d'assistantat (23%). Plus marginalement, environ un dirigeant concerné sur dix souhaiterait pouvoir recruter des salariés dans les domaines de l'informatique ou du numérique (11%), du marketing ou de la communication (11%) ou des fonctions supports (8%).

A ce sujet, on relève **que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, mis en place en 2013 afin de faciliter la création d'emploi notamment pour les petites entreprises, n'a pas eu les effets escomptés**. 15% uniquement des patrons de TPE employant au moins un salarié déclarent que cette mesure les a incités ou leur a permis d'embaucher plus facilement. Moins d'un sur quatre s'est servi du CICE pour réaliser de nouveaux investissements (20%) et/ou former davantage ses salariés (23%). Pour autant, 30% d'entre eux mettent en avant un impact positif sur leur activité, cette proportion atteignant toutefois 50% dans les entreprises de 10 à 19 salariés

Cet outil répondait toutefois partiellement à leurs attentes, puisqu'**une part importante des dirigeants (43%) considère la baisse des cotisations sociales de 3% à 5% comme la mesure qui les inciterait le plus à embaucher**, très loin devant la suppression des cotisations sociales pour les créations de postes la première année (18%) et la suppression des 35 heures (10%). Parmi les autres propositions testées, seule une part marginale des patrons de TPE pourrait embaucher en cas de mise en place d'un barème d'indemnités de licenciement fixe en fonction de l'ancienneté (6%) ou de création d'un contrat de travail unique (4%), 12% évoquant spontanément s'autres solutions.

On note également que, **parmi les dirigeants désireux d'embaucher, c'est également le niveau des cotisations sociales qui est actuellement décrit comme le principal frein à la croissance de leurs effectifs (59%)**. Ce facteur est logiquement suivi de ceux ayant trait au niveau d'activité, qu'il s'agisse de l'incertitude sur leur carnet de commande (41%) ou de l'absence de perspectives de croissance (30%). Un patron interrogé sur cinq évoque ensuite le risque financier en cas de licenciement (21%) ou les difficultés pour trouver les salariés ayant les compétences nécessaires (20%). Les difficultés de financement (11%) et la complexité des démarches administratives (10%) apparaissent comparativement aux autres éléments testés comme des obstacles mineurs.

### *Une reprise de l'emploi en France jugée peu probable à court et moyen terme*

Allant de pair avec leur perception de la situation économique, **trois dirigeants de TPE sur quatre (73%) ont un regard pessimiste sur la situation de la France en matière d'emploi**, et jusqu'à 78% chez les artisans et 81% dans le secteur des services aux particuliers. Plus précisément, 24% se disent « très pessimistes » sur la capacité de la France à faire diminuer le chômage durablement, soit une proportion presque équivalente à celle des optimistes (27%)

**Les chefs d'entreprise n'anticipent pas de réduction du chômage à court terme : seuls 5% estiment que celui-ci diminuera dans l'année à venir.** Pour la moitié d'entre eux (49%), l'emploi pourrait néanmoins repartir d'ici un à cinq ans, tandis que 42% anticipent une baisse dans plus de 5 ans.

**Une majorité d'entre eux n'anticipe pas une résolution du problème par la sphère politique.** 61% estiment que le prochain Président et son gouvernement n'auront pas suffisamment de marges de manœuvre pour faire baisser durablement le chômage.

Corollaire de ce pessimisme, les dirigeants de TPE portent un regard critique sur l'emploi en France :

- Pour 87% d'entre eux, celui-ci rime avec précarité, les emplois créés concernant selon eux de plus en plus des CDD et temps partiels, en particulier en région parisienne (92%)
- 70% considèrent que les salariés sont moins motivés qu'avant la crise, et jusqu'à 76% dans le BTP et 80% dans le commerce
- Moins d'un répondants sur trois (29%) pense que la hausse du chômage aurait au moins comme effet positif de créer une situation favorable à l'embauche
- Seuls 14% voient la France comme plus compétitive que ses voisins européens en termes d'emploi. Cette vision est davantage partagée en région parisienne (23%) et dans le BTP (27%), mais est très en retrait dans le commerce (6%)

**Pour sept chefs d'entreprises sur dix, les dernières réformes de l'emploi et du marché du travail ne permettront pas de réduire le chômage à court terme.** Selon eux, les mesures qui pourraient être efficaces pour permettre une reprise de l'emploi seraient :

- l'allègement du temps de travail (71%; 81% dans l'hôtellerie et 91% dans le commerce)
- La formation des chômeurs à un nouveau métier pendant un an sur les 24 mois d'indemnités chômage (70%)
- La fin des 35 heures dans le secteur privé pour laisser place aux accords de branches ou d'entreprises (69%)
- La baisse des cotisations sociales salariales, financée par la création d'une contribution sociale aux importations de 3% du montant des biens importés (65%)

La transformation du CICE en allègements de charges pérennes est une mesure plus clivante: 56% estiment qu'elle favorise la reprise de l'emploi contre 34% qui pensent le contraire, et 10% qui ne savent pas se prononcer.

**En revanche, un tiers seulement (33%) estime que le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pourrait contribuer à une relance de l'emploi.**

**Concernant le retour à l'emploi des personnes au chômage, aucune des mesures testées ne convainc réellement.** Seule l'orientation des personnes au chômage vers des formations ayant des besoins en recrutement importants est vue comme étant efficace par une majorité, mais suscite un accueil mitigé (53%).

Environ un chef d'entreprise sur trois serait favorable à la réduction du temps d'indemnisation du chômage (36%) et une meilleure collaboration entre tous les acteurs du recrutement (31%).

Une proportion marginale juge efficaces les autres propositions testées, à savoir un contrôle plus strict du travail au noir (22%) et du travail détaché (11%), la proposition d'un accompagnement spécifique pour créer son activité (9%), ou le développement des postes en temps partagé pour les PME (5%)

### *Une faible confiance dans les candidats à l'élection présidentielle pour favoriser une croissance encore trop faible pour investir et embaucher*

**Le regard des dirigeants de TPE sur les taux de croissance mesurés par l'Insee et l'OCDE pour 2016 et les prévisions pour 2017, qui se situent entre 1,1% et 1,3% est majoritairement pessimiste.** En premier lieu, ils ne sont que 41% à juger ces chiffres réalistes. A ce sujet, 43% d'entre eux pensent que le taux de croissance de leur secteur d'activité est inférieur (58% dans le commerce et 67% dans l'hôtellerie) contre 20% qui le voient comme supérieur. Ces scores s'établissent à respectivement 40% et 24% concernant leur propre entreprise.

Point plus préoccupant, 68% jugent ce niveau de croissance insatisfaisant, près des trois quarts estiment d'ailleurs qu'il ne permettra pas de relancer les investissements (73%) et qu'il ne permettra pas de créations d'emplois (74%). Dans ce contexte, **23% uniquement des patrons interrogés considèrent que le prochain gouvernement disposera de marges de manœuvre suffisantes pour relancer la croissance de la France.**

En outre, les interviewés sont partagés lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur l'intégration de la croissance comme une préoccupation majeure des candidats à l'élection présidentielle (49% estiment qu'elle l'est contre 50% qui pensent qu'elle ne l'est pas). A ce titre, ils estiment que **le niveau de fiscalité des entreprises est de très loin le domaine d'action le plus prioritaire pour permettre une relance économique (61% dont 43% en première citation ; +12 points par rapport à 2008)**. Viennent ensuite, très loin derrière le fonctionnement du marché du travail (29%) et le niveau de fiscalité des particuliers (29%), suivis par la qualité de l'éducation (20%), la réglementation et les normes (19%) et l'accès au financement pour les investissements des entreprises (17%).

En lien logique avec cette hiérarchie, les dirigeants interrogés mettent en exergue **le poids des cotisations sociales et de la fiscalité comme le premier frein à la croissance des petites entreprises (84% dont 65% en première citation ; +12 points par rapport à décembre 2010)**.

La lourdeur des procédures administratives est évoquée par plus d'un tiers d'entre eux (37% ; +8 points depuis décembre 2010). Bien que représentant des obstacles moindres, environ un dirigeant sur cinq mentionne le manque de perspectives de croissance (21%) et la réglementation trop contraignante sur les licenciements (16%).

**Les mesures possibles pour relancer la croissance, proposées ou non par les candidats à l'élection présidentielle, suscitent des réactions très diverses :**

- **Les patrons de TPE se montrent très réceptifs à la relance de la consommation par la combinaison d'une hausse des salaires et d'une baisse des cotisations sociales (80%), à l'attribution de 80% des marchés publics aux PME pour les 8 ans à venir (77%), à une baisse de 40 milliards d'euros des prélèvements obligatoires des entreprises (76%) et à la suppression des impôts sur les plus-values pour les entreprises et les particuliers (72%).**
- Deux tiers d'entre eux jugent efficaces le lancement de grands travaux d'infrastructures (67%) et la mise en place d'une protection aux frontières pour lutter contre la concurrence des pays à bas coût de main-d'œuvre (66%).
- Une majorité plus étroite souligne également la pertinence pour relancer la croissance du déploiement de la transition écologique (58%), de l'investissement de 10% à 20% de l'assurance-vie des Français dans les PME (57%), de la suppression du statut de la fonction publique pour les fonctions non régaliennes (55%) et de la suppression progressive de la durée hebdomadaire unique du travail au profit d'une durée fixée par les accords de branches ou d'entreprises (53%).
- Une proportion non négligeable bien que minoritaire soutient la relance de l'inflation (43%) et la suppression des cotisations chômage et maladie compensée par une hausse de la CSG (41%).
- A l'inverse, le rejet de l'abandon du plafond de 3% de déficit public autorisé est majoritaire (62%) **et les chefs d'entreprise sont très largement opposés à l'instauration du revenu universel (84%).**

### *Des opportunités de croissance fortes identifiées dans les secteurs innovants, mais minoritaires pour sa propre entreprise*

Allant de pair avec ce pessimisme général quant à une reprise pérenne de la croissance, **une majorité des dirigeants interrogés n'entrevoit aucune opportunité de croissance pour son entreprise pour les années à venir (56%)**. Cette proportion atteint 61% parmi les artisans et 63% dans le secteur des services aux particuliers.

A contrario, 43% identifient tout de même des facteurs ou idées pouvant leur permettre de se développer, ce score étant plus élevé dans le secteur des services aux entreprises (49%) et les structures de 10 à 19 salariés (61%). **Ces opportunités citées de façon spontanée concernent en premier lieu l'accroissement de leur activité (50%)**, et en particulier la captation de nouveaux marchés ou clients (26%) et l'augmentation du nombre de jours d'ouvertures assortie d'une augmentation du personnel (15%). 7% évoquent également une amélioration des processus internes et des équipements numériques, 6% une implantation à l'étranger ou une commercialisation de leurs produits à l'export et 5% un agrandissement des locaux pour pouvoir accueillir plus de clients. **34% des idées exprimées portent sur une amélioration de l'offre** et notamment sur l'élargissement de l'offre commerciale et le e-commerce (15%) ou sur la diversification des produits et services offerts (11%). **Enfin, 25% des chefs d'entreprise concernés estiment que la croissance peut venir d'un contexte juridique et économique plus favorable**, porté par un allègement des charges (16%) et une plus grande souplesse administrative (8%).

**Au-delà de leur propre entreprise, les patrons de TPE considèrent très largement que ces innovations dans différents secteurs favoriseront la croissance de l'économie française dans son ensemble.** Ils sont ainsi particulièrement nombreux à identifier des opportunités dans les secteurs du numérique et des objets connectés (85%, dont 37% « tout à fait » ainsi que dans la santé et les biotechnologies (84%, dont 31% « tout à fait »). Plus de sept interviewés sur dix considèrent également que l'automobile et les transports (73%) et l'alimentaire (70%) peuvent contribuer significativement au dynamisme de l'économie à travers les innovations qui y sont réalisées. Dans une moindre mesure mais également à un niveau majoritaire, 62% d'entre eux déclarent que la robotique et les robots peuvent favoriser la croissance.

Constituant a contrario un frein potentiel à la croissance, **58% des chefs d'entreprise interrogés considèrent qu'il existe du travail au noir dans leur secteur d'activité.** Cette proportion atteint sans surprise 81% dans l'hôtellerie et 93% dans le BTP. Plus précisément, 19% en identifient beaucoup (28% dans le secteur des services aux particuliers), 16% un peu et 23% ne se sentent pas en mesure de le quantifier. Parmi les dirigeants qui constatent la présence de travail au noir, 42% jugent que celui-ci a augmenté depuis cinq ans, 38% qu'il est resté stable et 14% qu'il a diminué. **S'agissant des publics concernés, un dirigeant sur deux estime que ce travail au noir est réalisé en premier lieu par des autoentrepreneurs (50%).** Ils considèrent aussi, dans une proportion forte, que ce travail non déclaré est effectué par des chômeurs (32%) et des salariés de leur secteur d'activité (29%). 23% déclarent ensuite qu'il provient d'entreprises étrangères concurrentes. Plus marginalement, 13% pensent qu'il est principalement pratiqué par des retraités et 9% par des salariés d'autres secteurs.

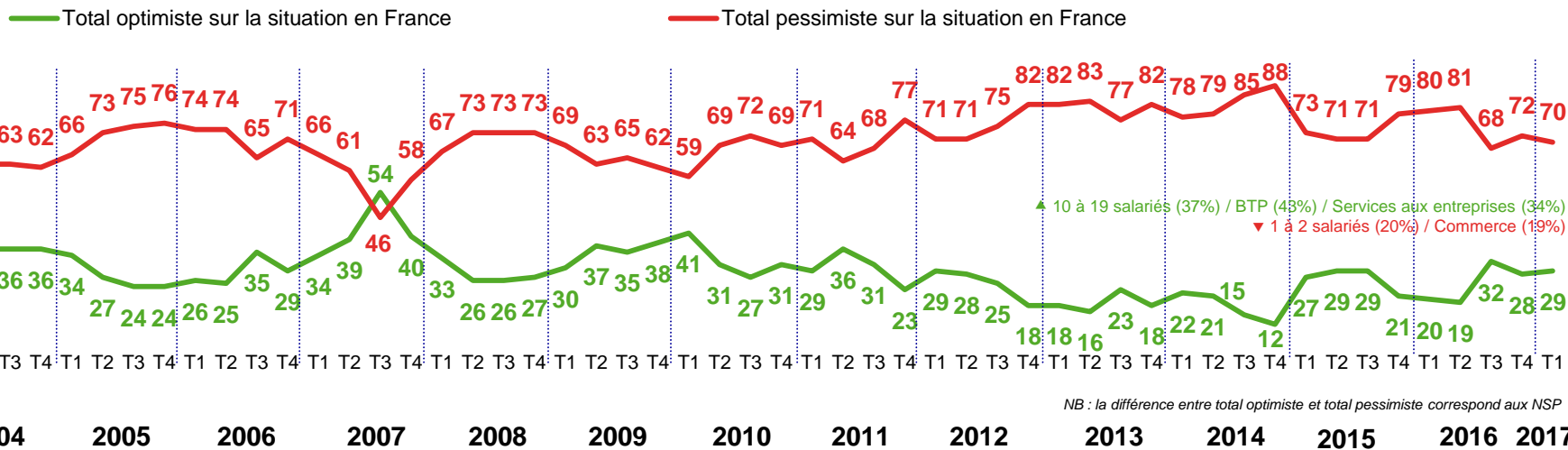
# Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

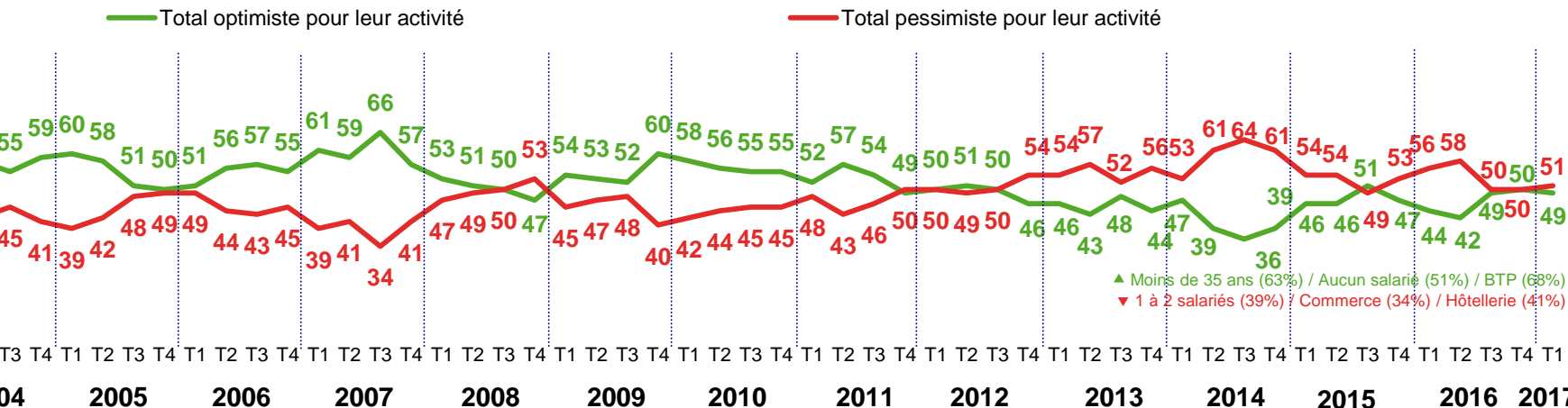
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?





Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



Gouvernement Villepin



Gouvernement Fillon



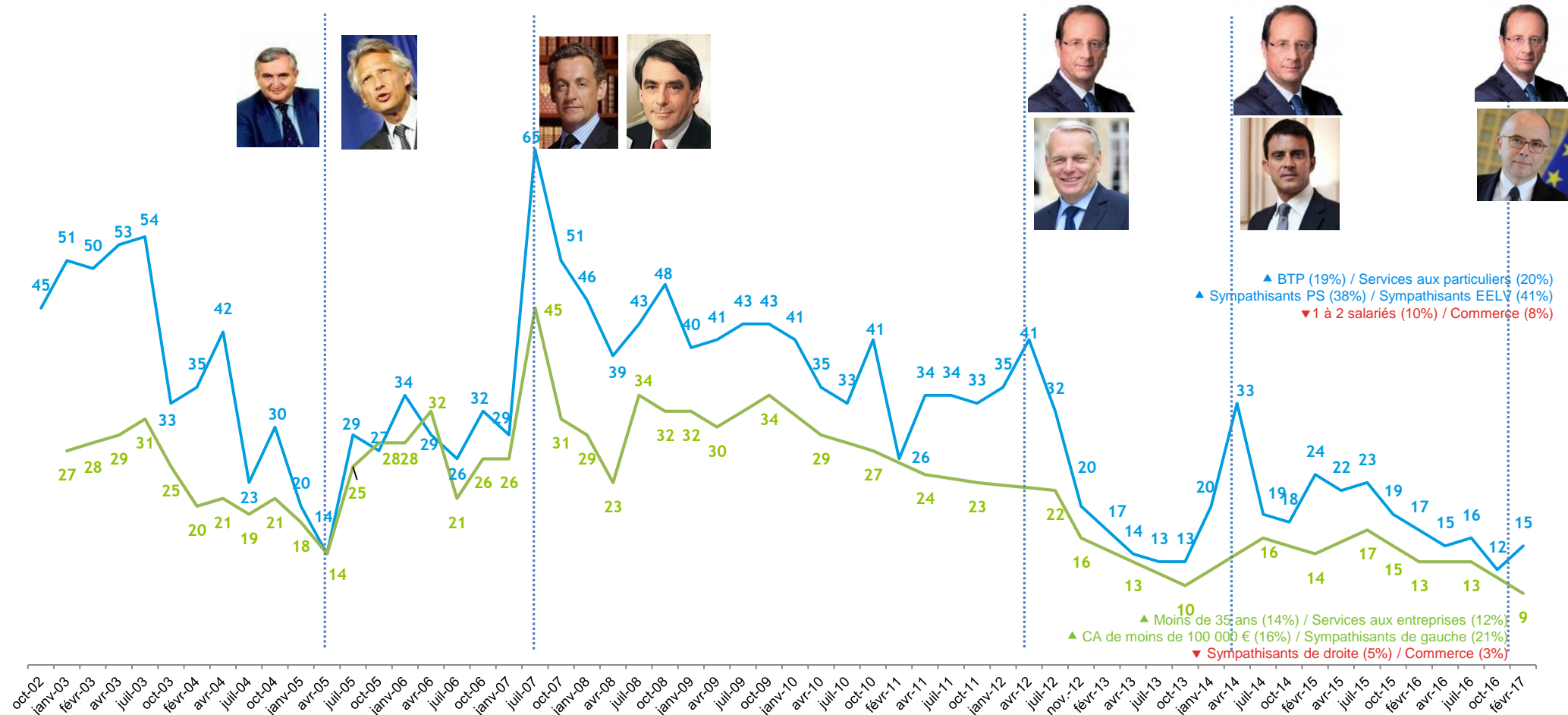
Gouvernement Ayrault



Gouvernement Valls



Gouvernement Cazeneuve



▲ BTP (19%) / Services aux particuliers (20%)  
 ▲ Sympathisants PS (38%) / Sympathisants EELV (41%)  
 ▼ 1 à 2 salariés (10%) / Commerce (8%)

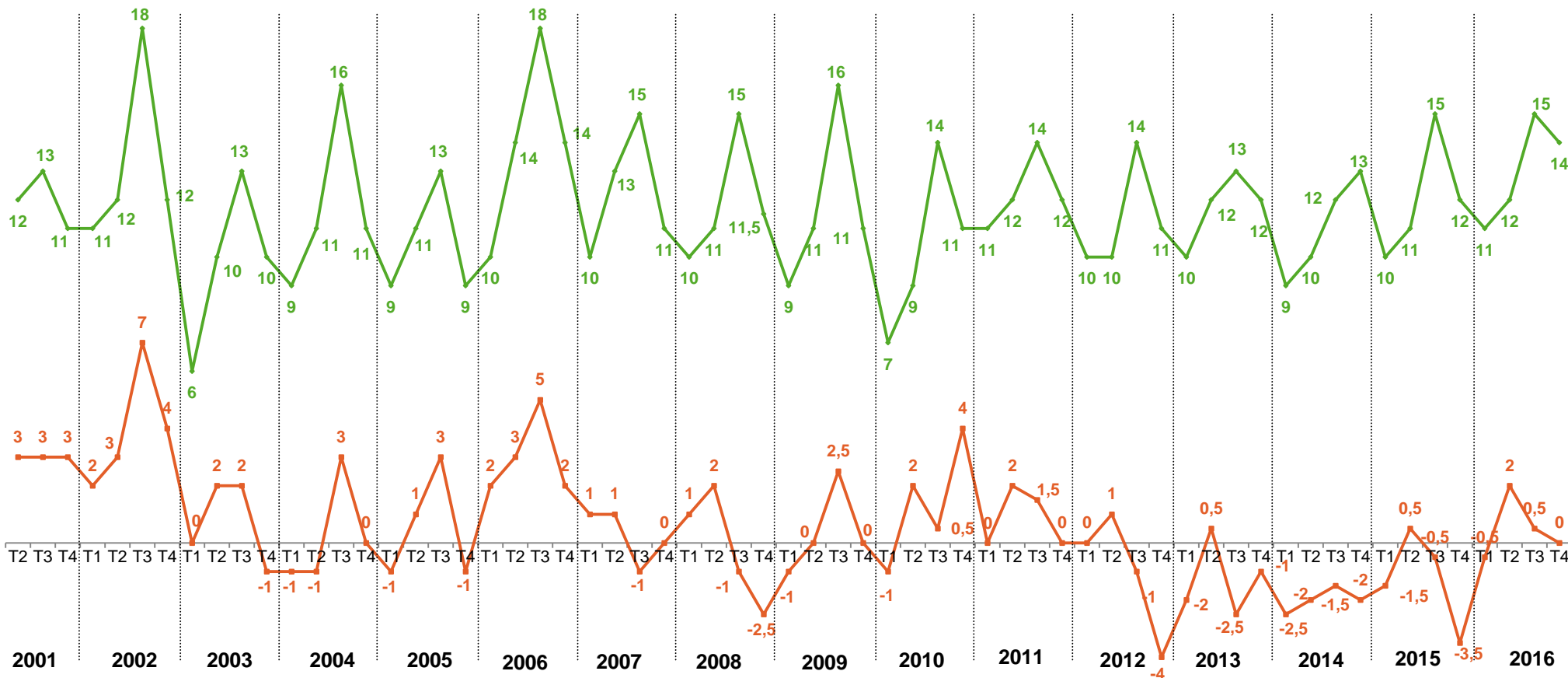
▲ Moins de 35 ans (14%) / Services aux entreprises (12%)  
 ▲ CA de moins de 100 000 € (16%) / Sympathisants de gauche (21%)  
 ▼ Sympathisants de droite (5%) / Commerce (3%)

# L'emploi dans les TPE

## Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

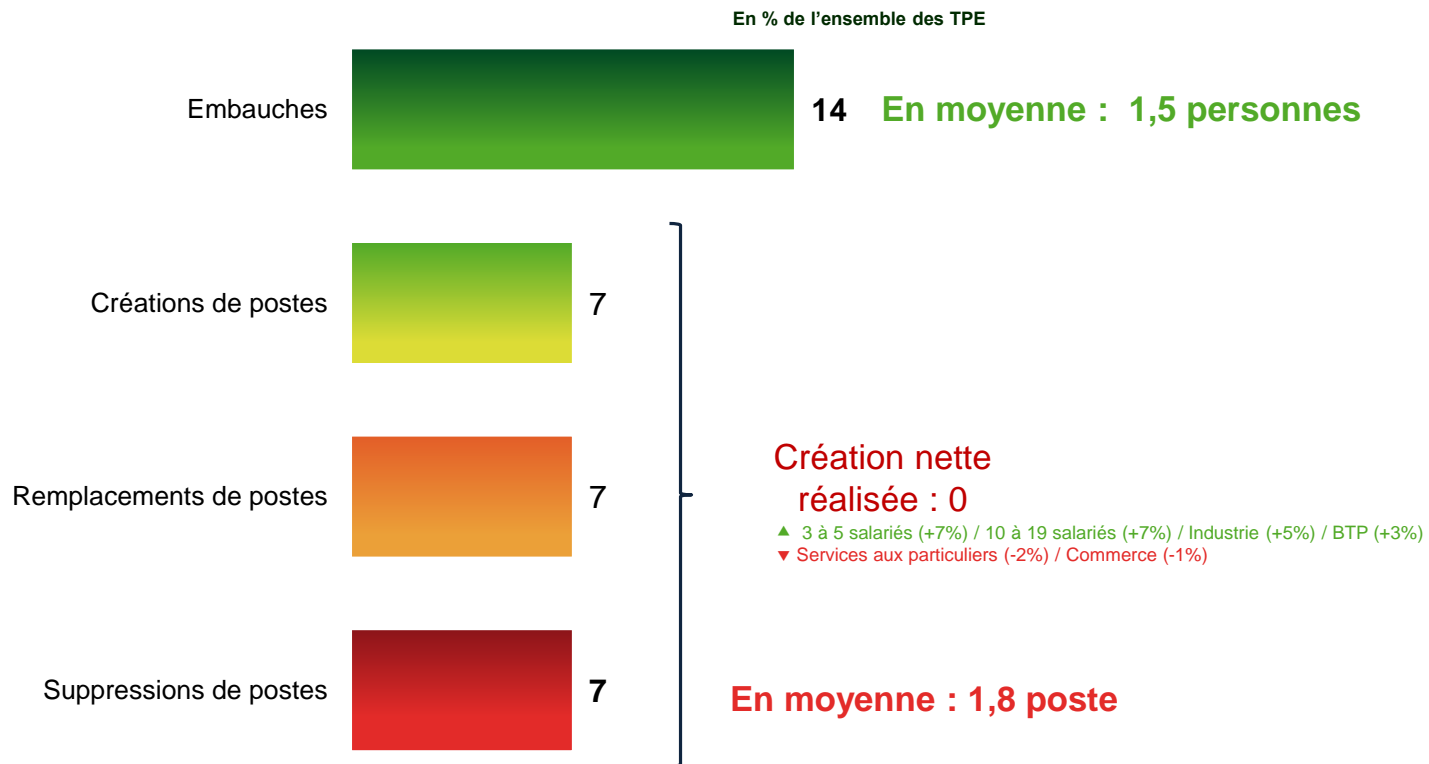
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,8  
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,5  
} Moyennes depuis 2001



Base : ensemble des dirigeants de TPE

# La répartition de la création nette d'emplois

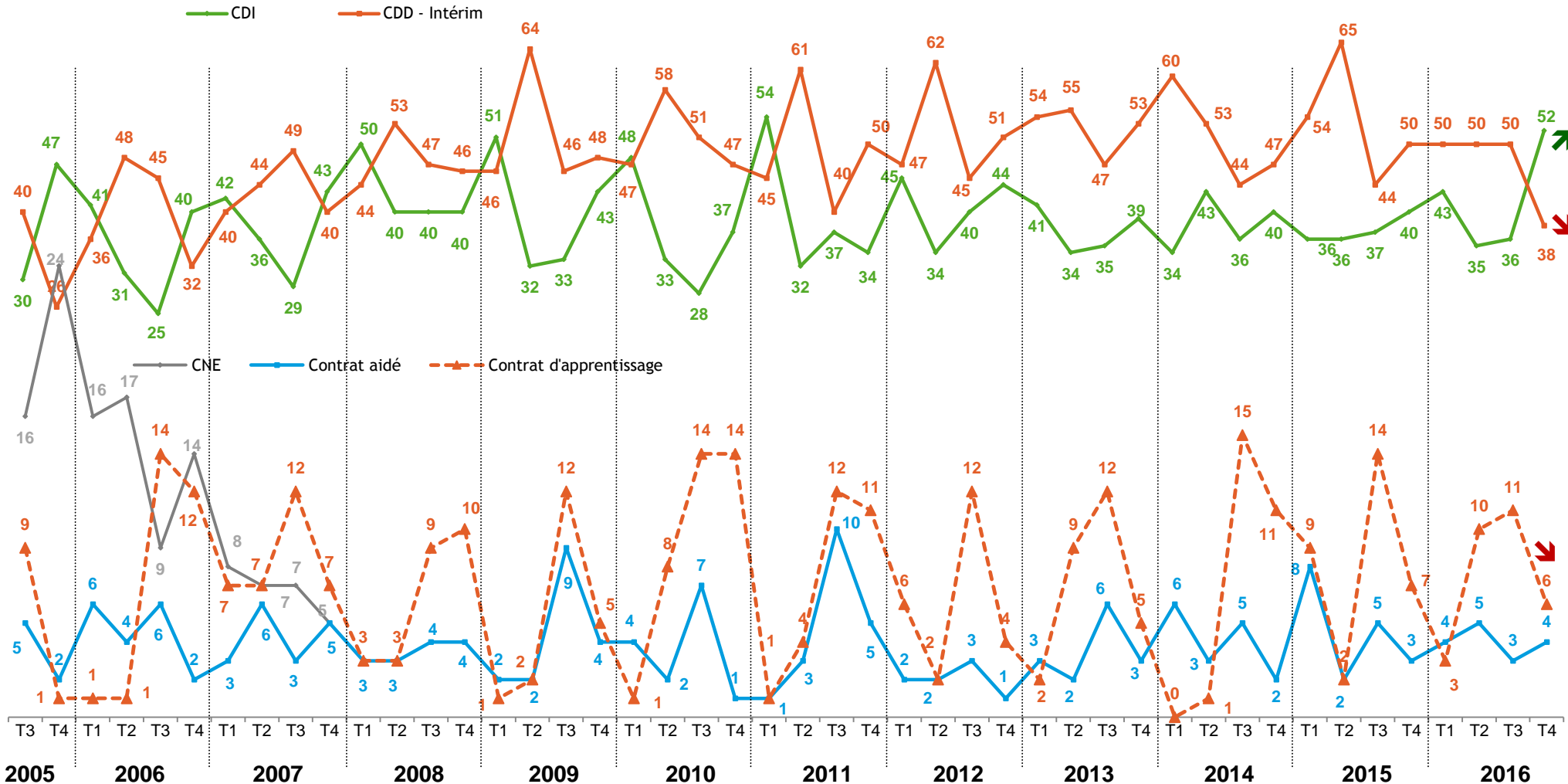
## Réalisations d'octobre à décembre 2016



Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

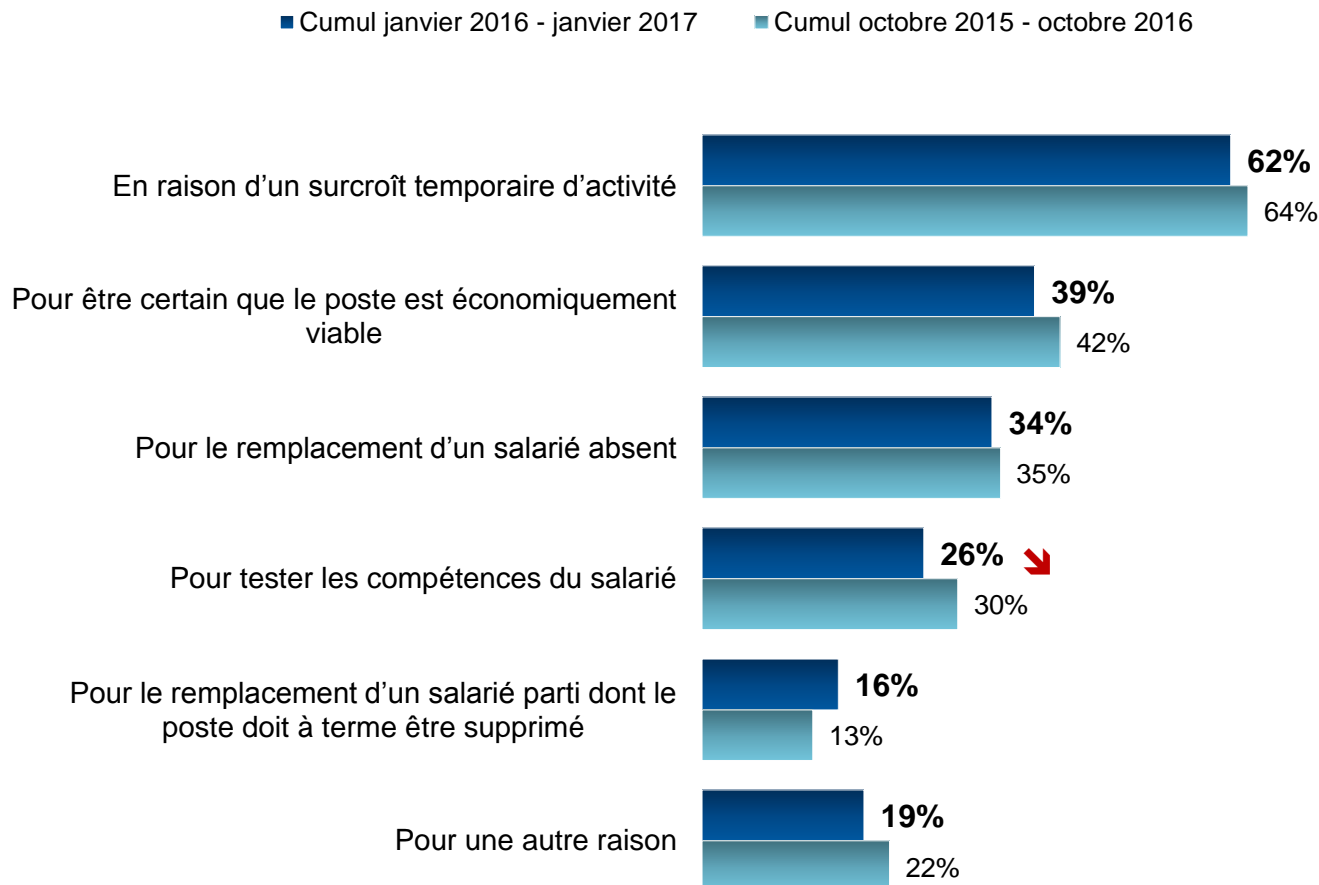
CDD > 1 mois = 28%  
CDD < 1 mois = 10%



## Les raisons du recours à des CDD de plus d'un mois

Question

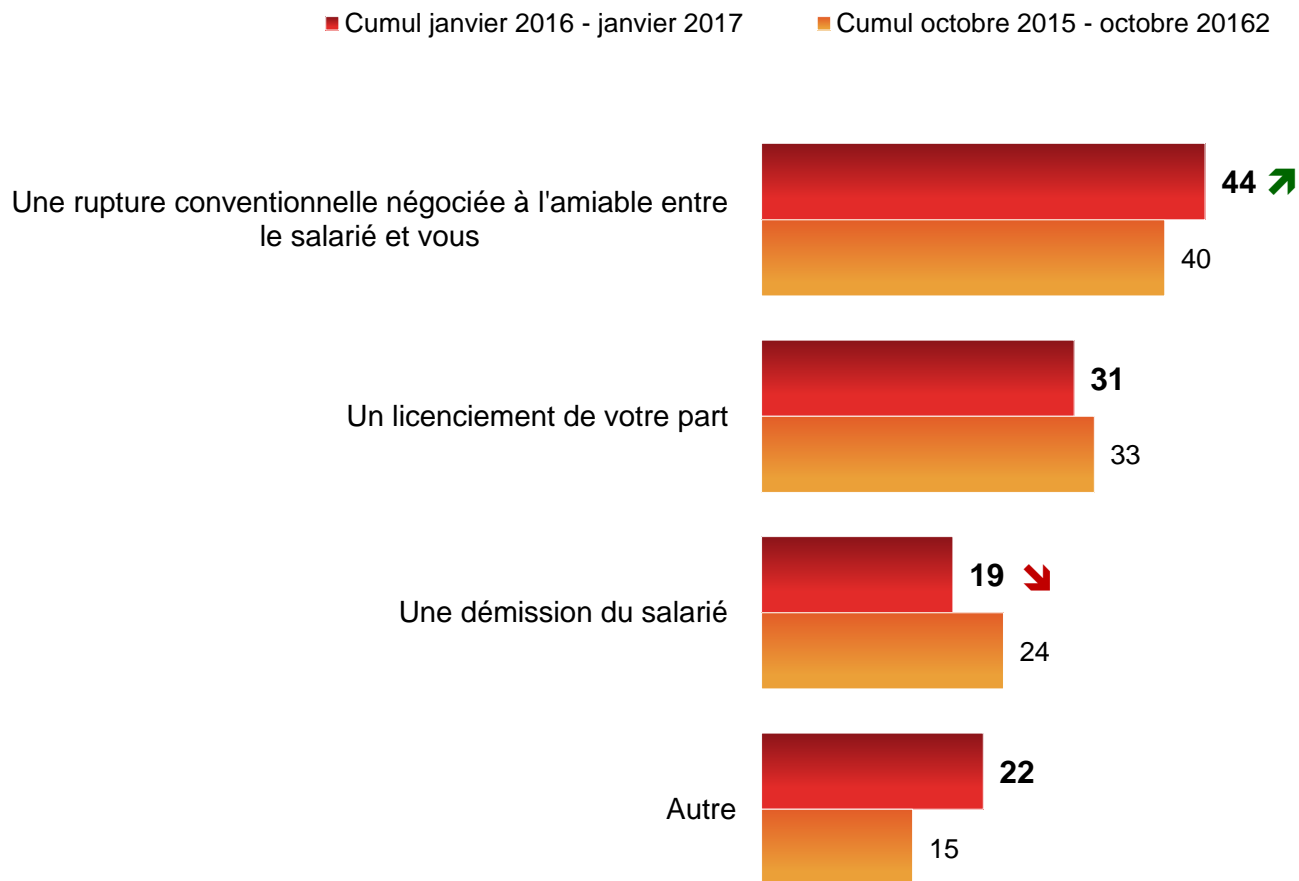
Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un ou plusieurs salariés en CDD de plus d'un mois ?



## Les modes de suppression des CDI

Question

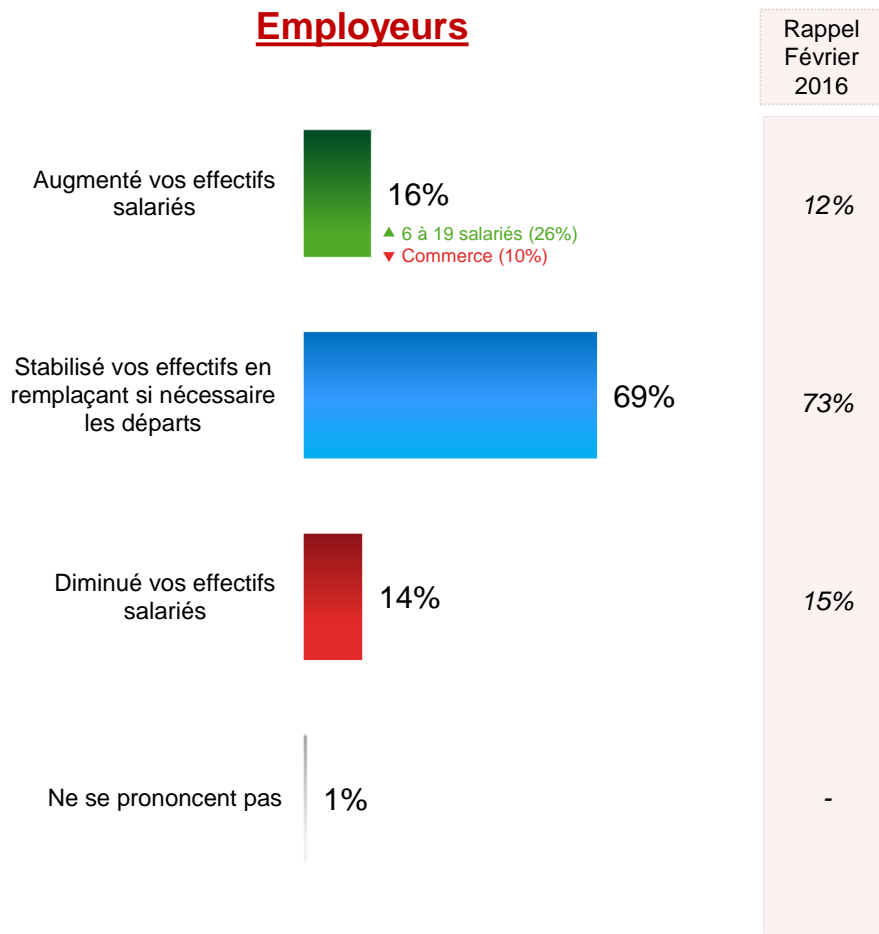
Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



# L'évolution des effectifs en 2016

Question

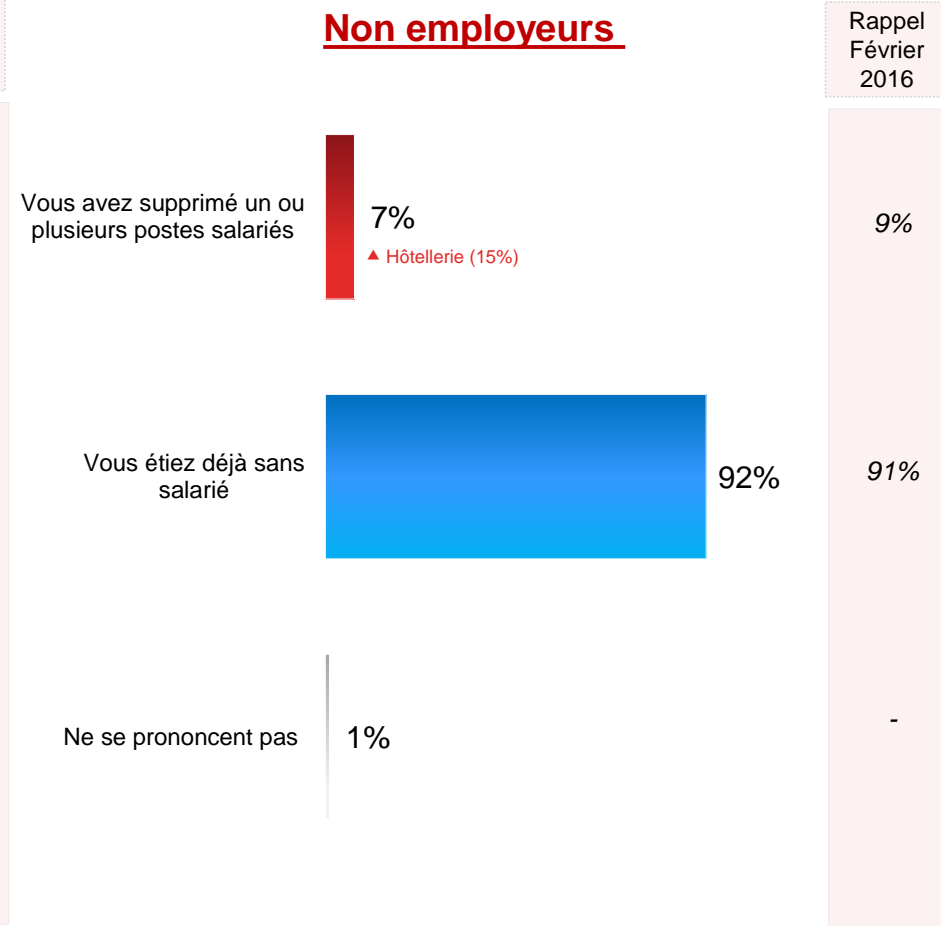
Au global, sur l'année 2016, avez-vous... ?



Base : aux dirigeants de TPE employant au moins un salarié.

Question

Au global, sur l'année 2015, quelle a été votre situation en matière d'emploi



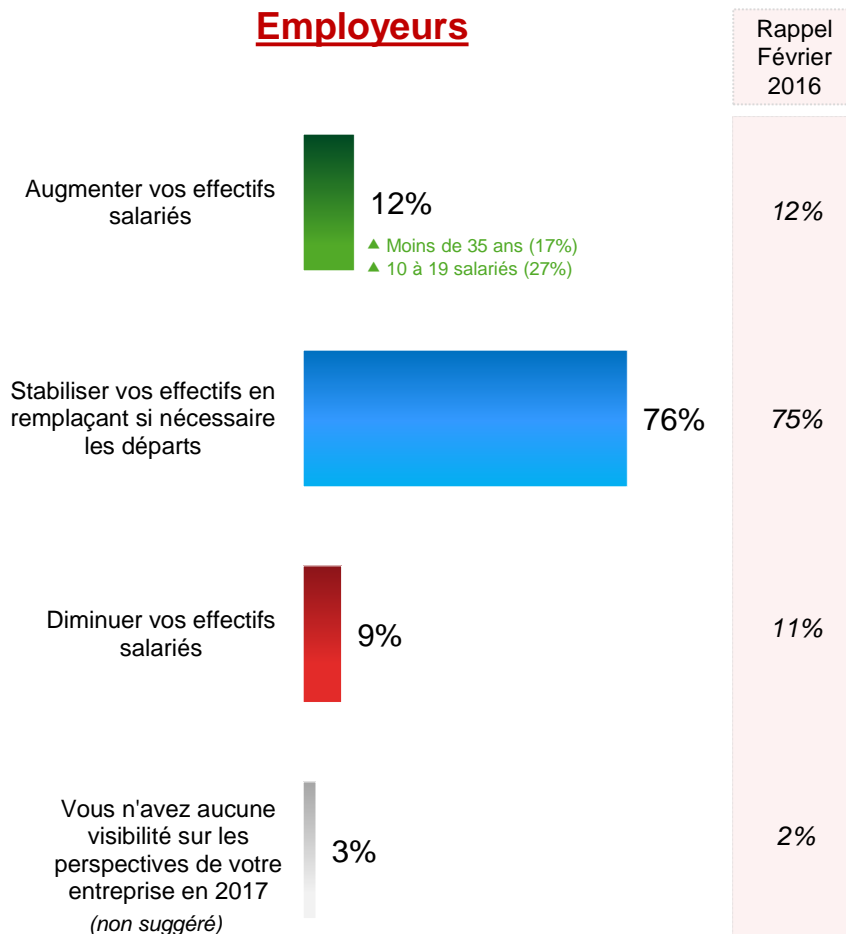
Base : aux dirigeants de TPE n'employant aucun salarié.



## Les prévisions en matière d'emploi pour 2017

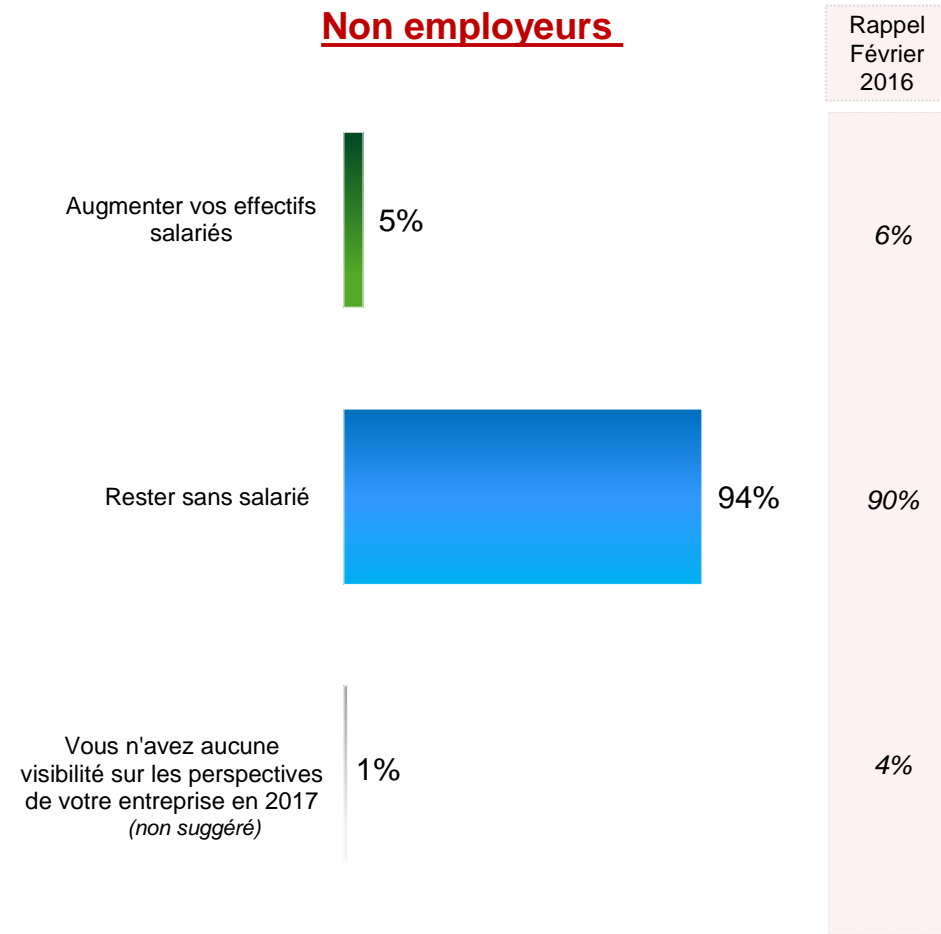
Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2017 ?



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2017 ?



# La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

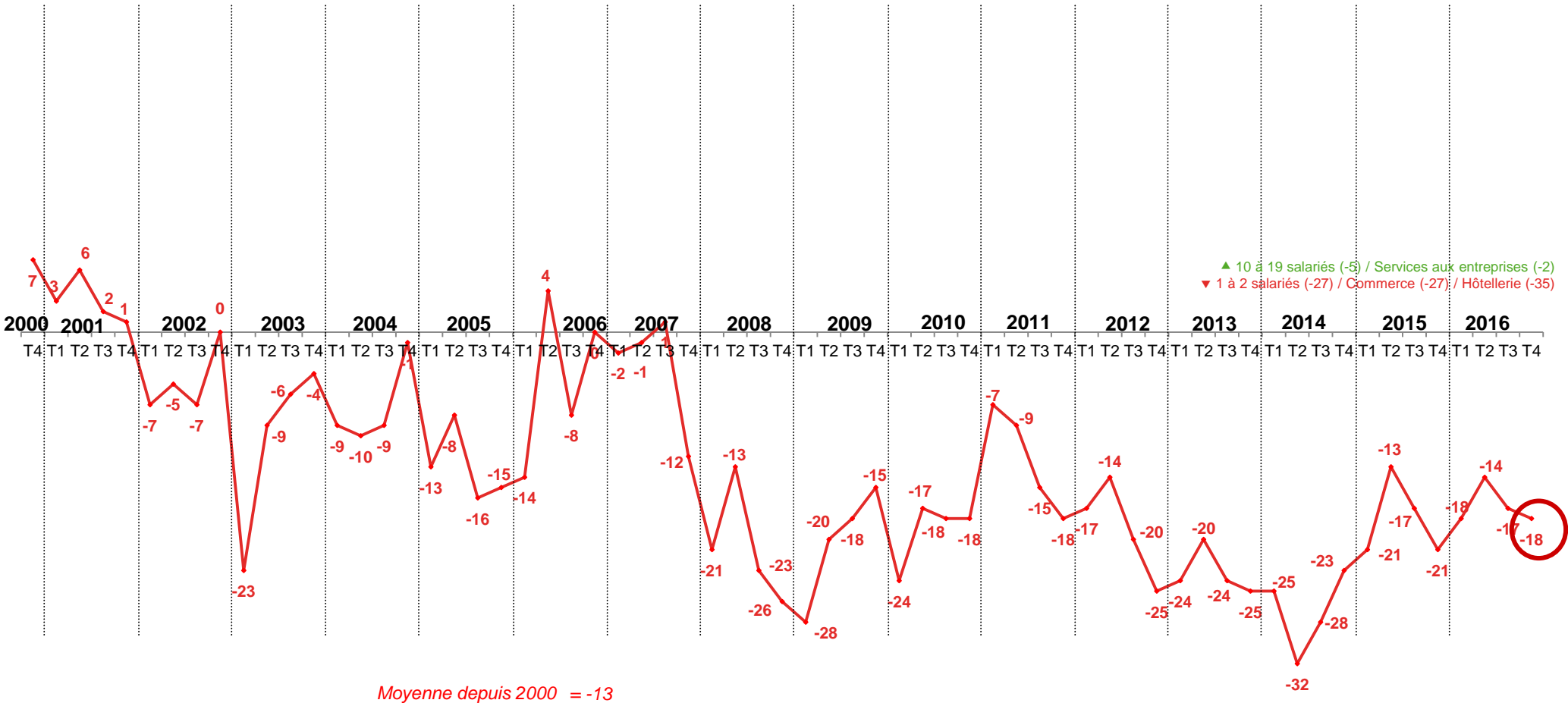
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(\*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

## Situation sur les 3 derniers mois



# La croissance en 2016 et les prévisions pour 2017

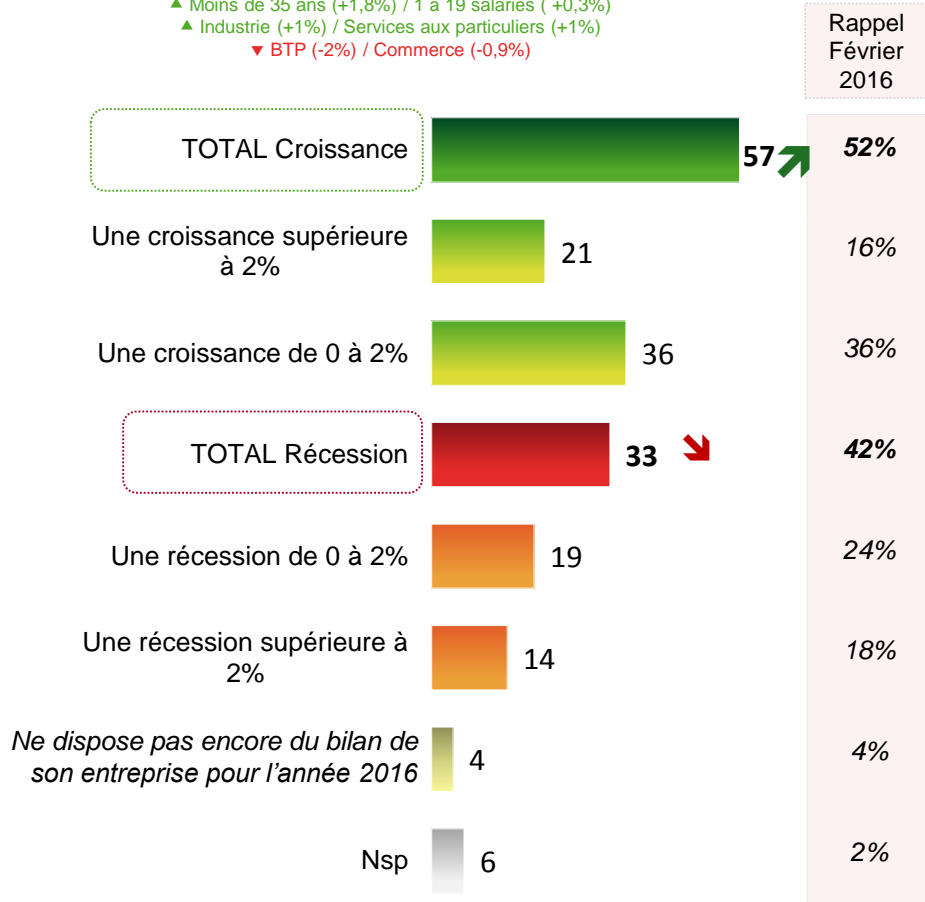
Question

Au global, sur 2016, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

**Moyenne février 2017 : -0,2% ↗**

Rappel moyenne février 2016: -0,7% / Rappel moyenne janvier 2015: -1,0%  
 Rappel moyenne janvier 2014: -0,5% / Rappel moyenne octobre 2013 : -2%  
 Rappel moyenne février 2013 : +0,2% / Rappel moyenne novembre 2012: -3,2%  
 Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,5% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2

- ▲ Moins de 35 ans (+1,8%) / 1 à 19 salariés (+0,3%)
- ▲ Industrie (+1%) / Services aux particuliers (+1%)
- ▼ BTP (-2%) / Commerce (-0,9%)



Base : à 50% de l'échantillon

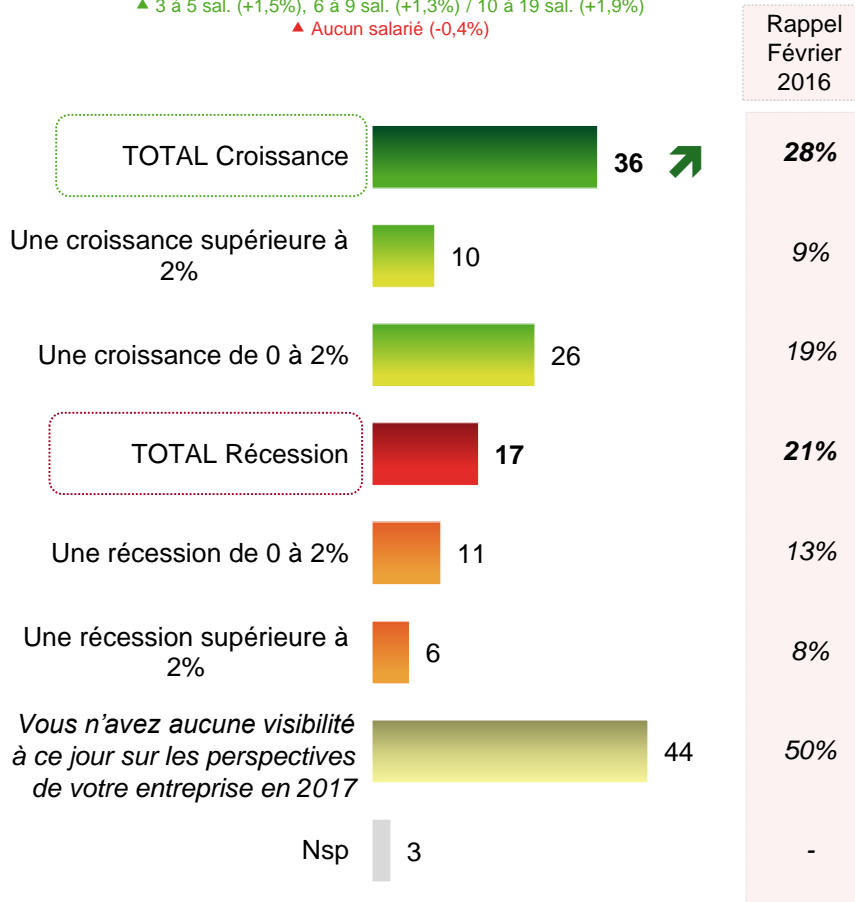
Question

Et en 2017, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

**Moyenne février 2017 : +0,2% ↗**

Rappel moyenne février 2016: -0,5% / Rappel moyenne janvier 2015: -0,9%  
 Rappel moyenne janvier 2014: 0% / Rappel moyenne octobre 2013 : +2,5%  
 Rappel moyenne février 2013 : +0,5% / Rappel moyenne Novembre 2012 : 0%  
 Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,2% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

- ▲ 3 à 5 sal. (+1,5%), 6 à 9 sal. (+1,3%) / 10 à 19 sal. (+1,9%)
- ▲ Aucun salarié (-0,4%)

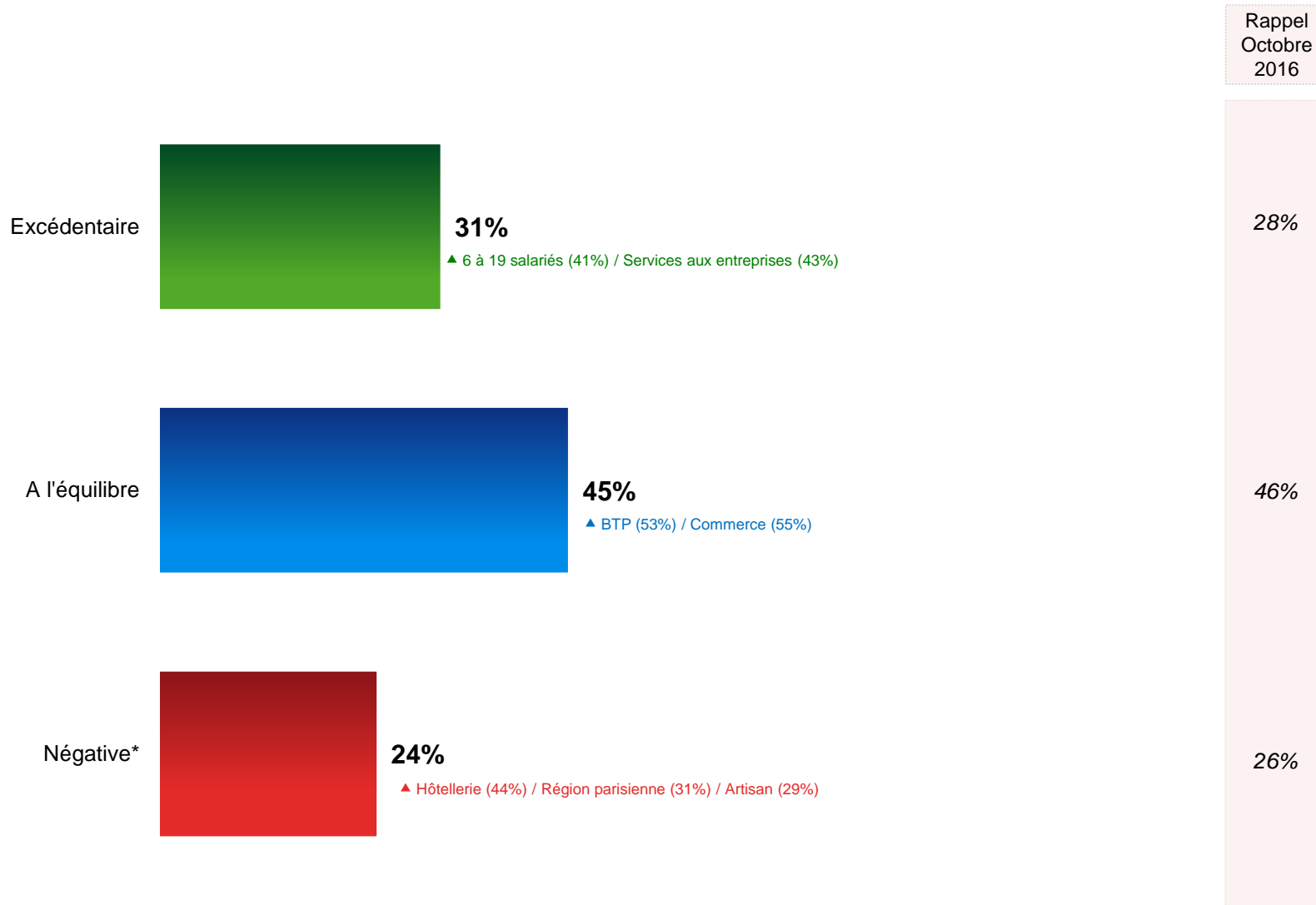


Base : à 50% de l'échantillon

## La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

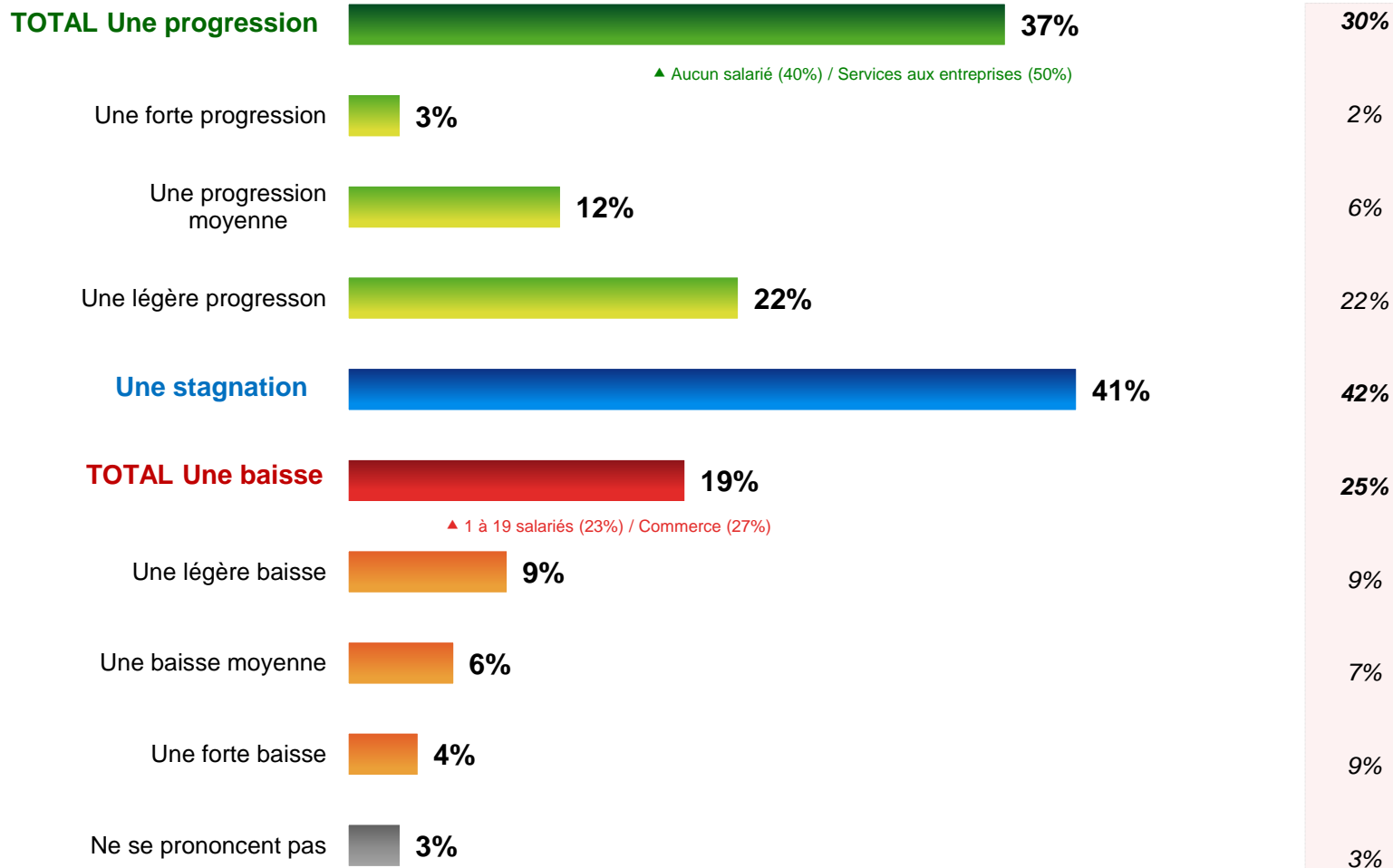


Base : ensemble des dirigeants de TPE

## Les ventes prévisionnelles des trois prochains mois

Question

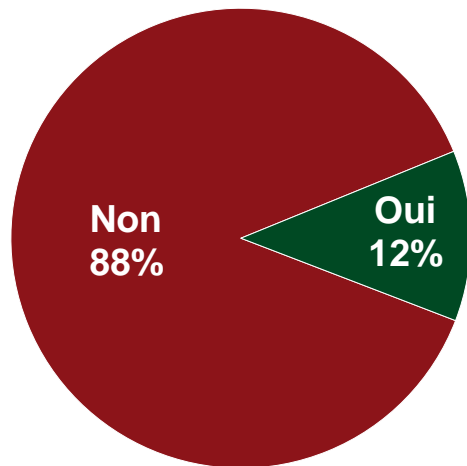
Compte tenu de votre carnet de commande et des intentions d'achat que vous percevez chez vos clients et prospects, diriez-vous qu'au cours des trois prochains mois, vos recettes ou vos ventes vont connaître... ?



## Les demandes de financement des TPE

Question

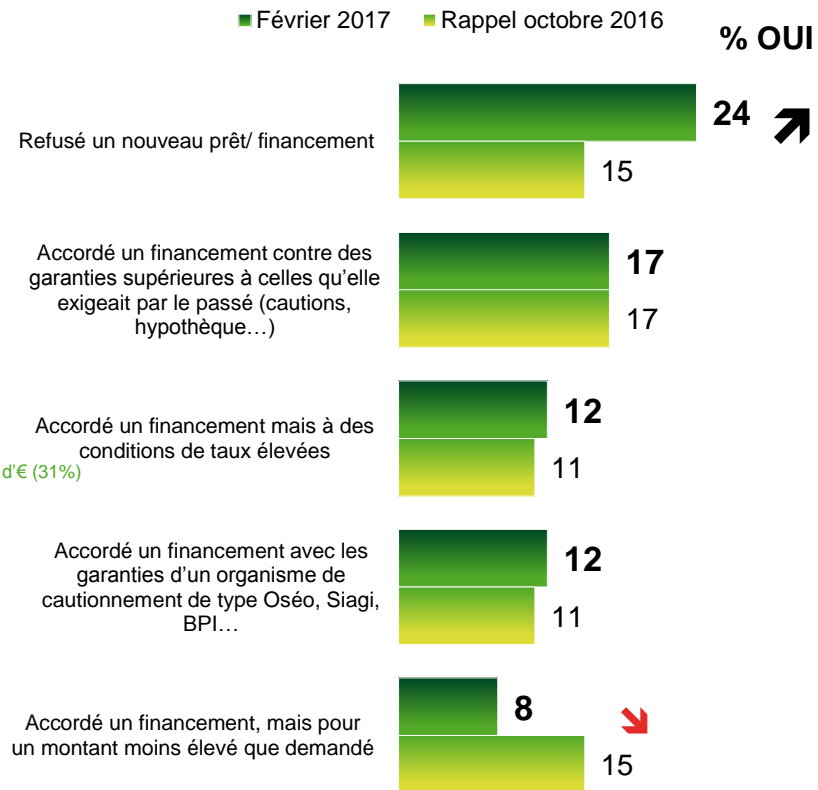
Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?



▲ 1 à 19 salariés (21%), dont 10 à 19 salariés (34%)  
 ▲ Hôtellerie (20%) / CA de 500 000 à moins d'1 million d'€ (31%)  
 ▲ CA de plus d'1 million d'€ (22%)  
 ▼ Commerce (9%) / Services aux entreprises (9%)

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

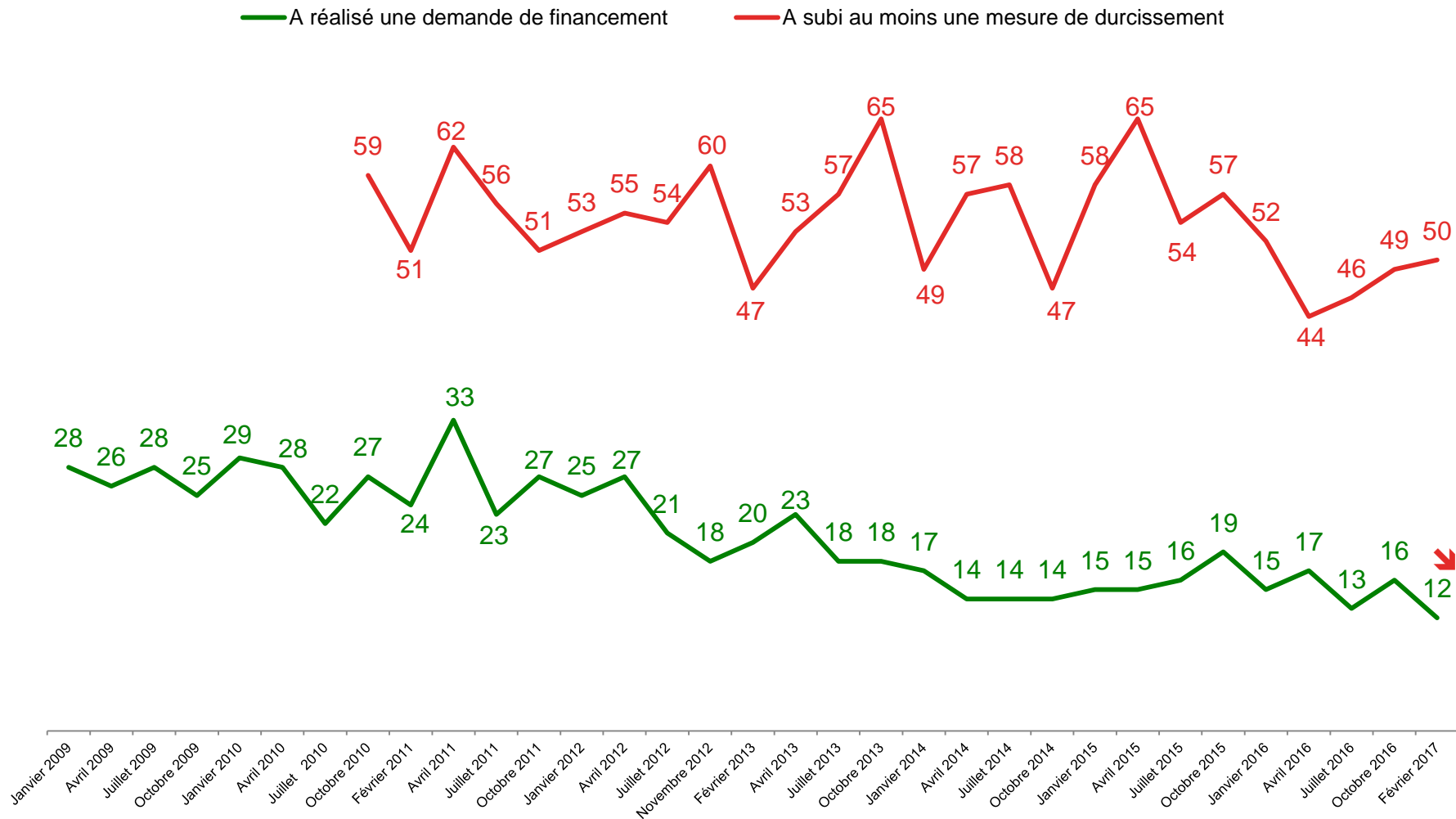


**Au moins une mesure de durcissement : 50%**  
 Rappel octobre 2016 : 49%

## Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?  
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



Base « A effectué une demande de financement » : ensemble des TPE

Base « A subi au moins une mesure de durcissement » : aux dirigeants de TPE ayant effectué une demande de financement auprès de leur banque au cours des trois dernier mois

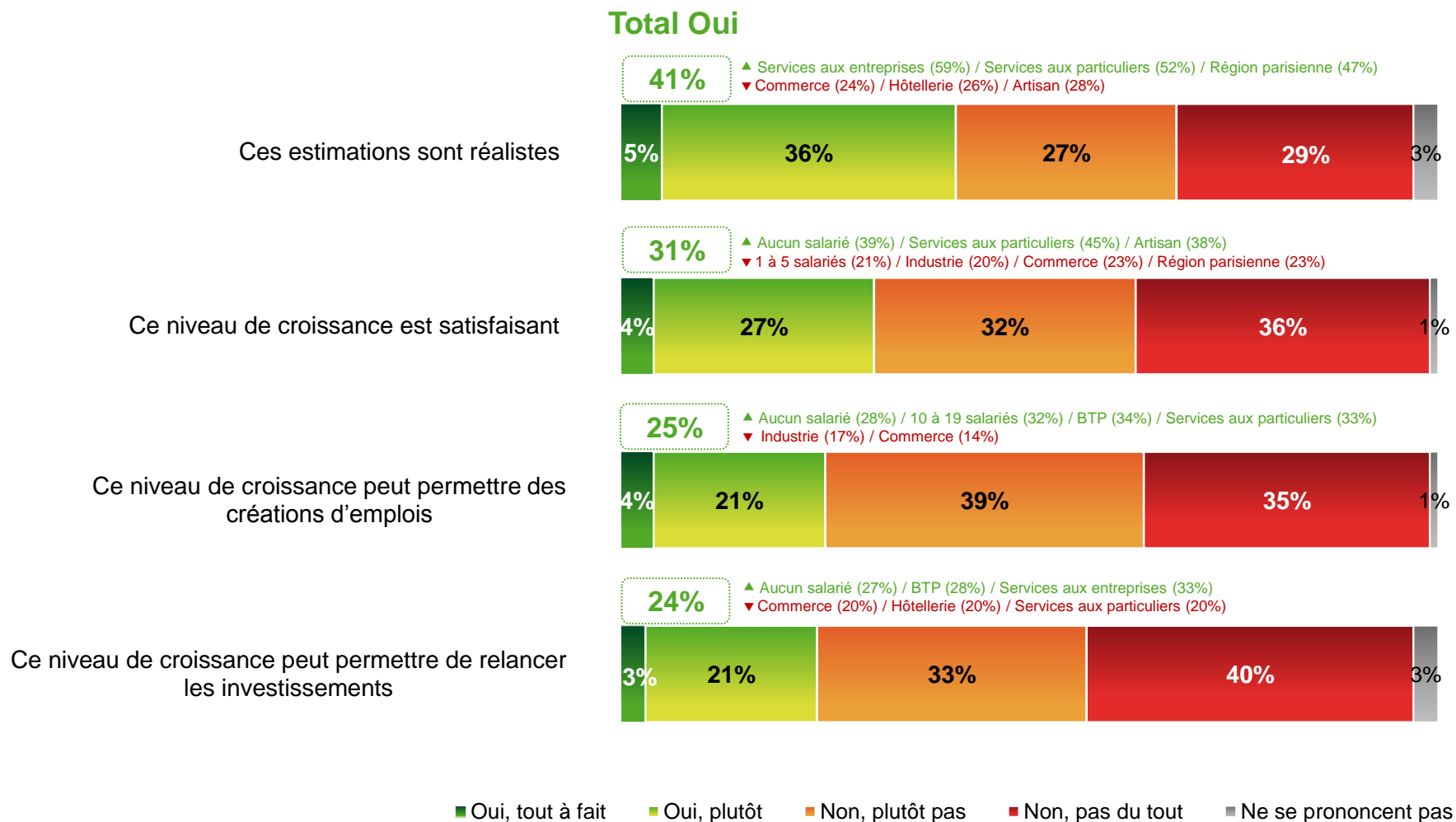


# *Les TPE et la croissance*

## Le regard sur les prévisions de croissance de l'Insee et de l'OCDE

Question

Selon les prévisions de l'Insee et de l'OCDE, la croissance devrait s'établir à environ 1,3% pour 2016, et devrait être proche de ce niveau en 2017, entre 1,2% et 1,3%. Diriez-vous que.... ?



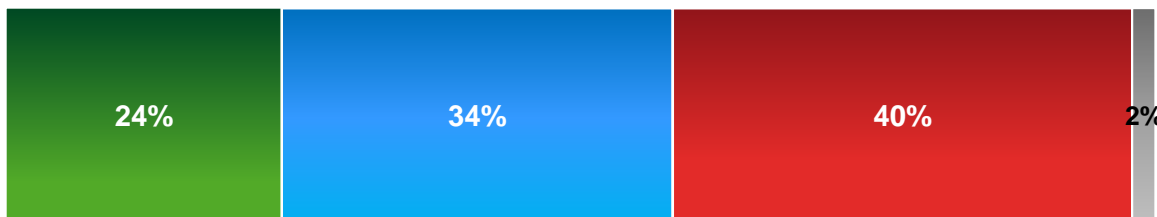
Base : à 50% de l'échantillon

# La perception de la croissance de son entreprise et de son secteur

Question

Et diriez-vous que le niveau de croissance [...] est... ?

De votre entreprise



▲ 10 à 19 salariés (41%) / BTP (31%) / Services aux entreprises (30%) / Région Parisienne (31%)

De votre secteur d'activité



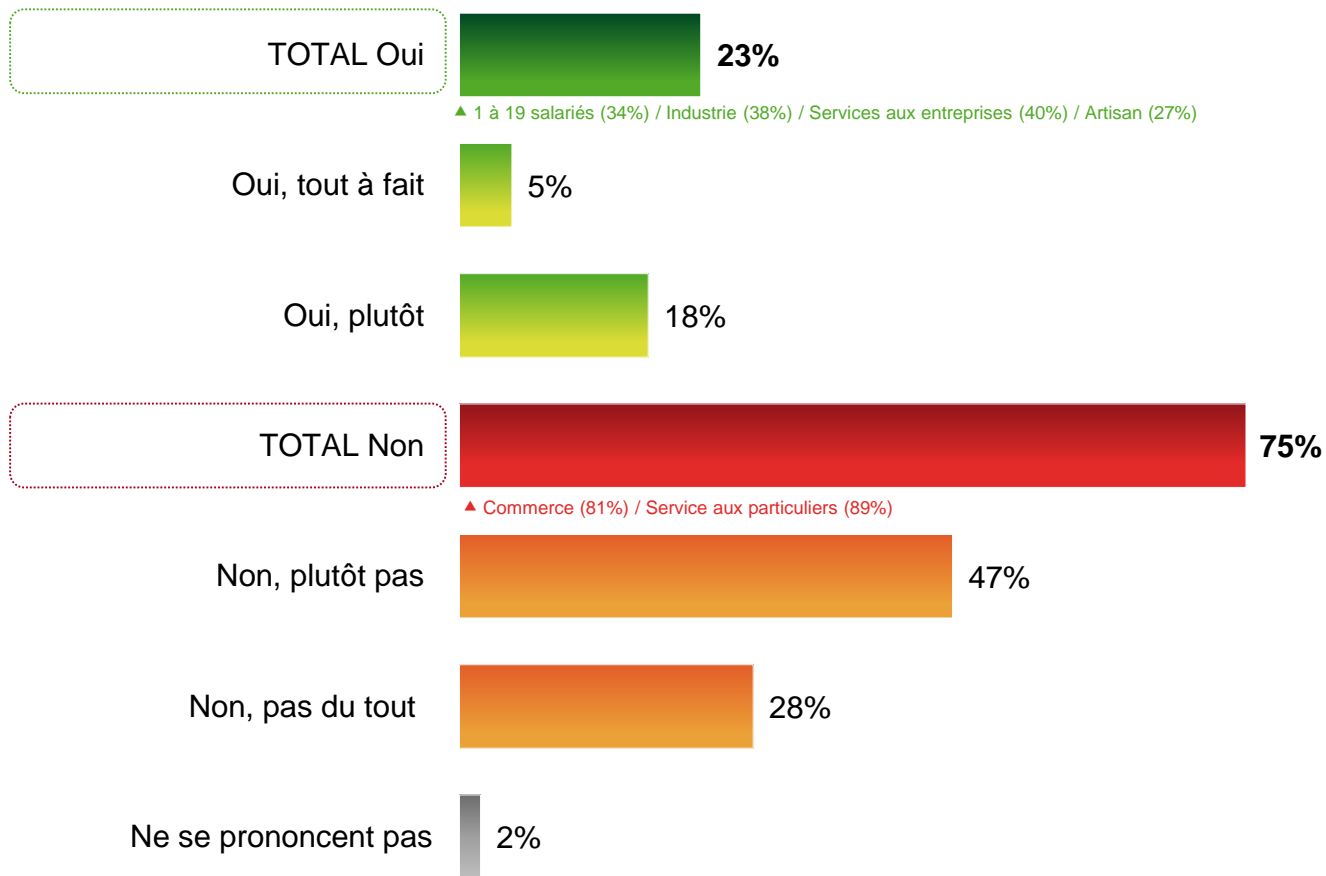
▲ 10 à 19 salariés (33%) / Services aux entreprises (28%) / Services aux particuliers (25%)  
 ▼ Commerce (8%) / Hôtellerie (7%)

■ Supérieur à cette moyenne ■ Identique à cette moyenne ■ Inférieur à cette moyenne ■ Ne se prononcent pas

# Les marges du prochain gouvernement pour relancer la croissance

Question

Diriez-vous que le prochain président de la République et son nouveau gouvernement disposeront de marges de manœuvre suffisantes pour relancer la croissance de la France ?

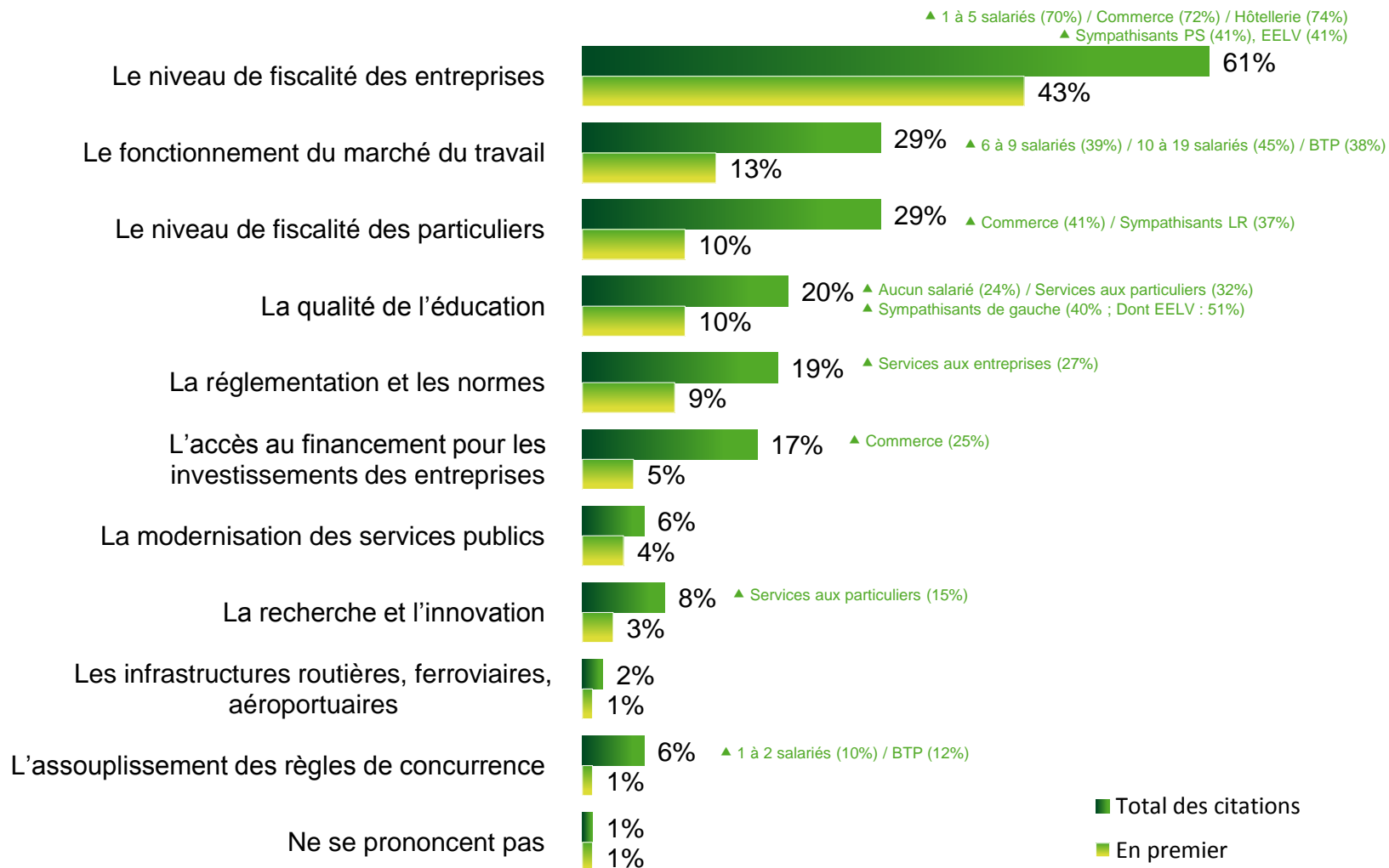


Base : à 50% de l'échantillon

## Les domaines d'action prioritaires pour relancer la croissance

Question

Selon vous, sur quels facteurs pensez-vous que le prochain gouvernement devra agir en priorité pour relancer la croissance ?



Rappel  
Juillet 2008  
« Total des citations »

49%

36%

27%

27%

Non posé

Non posé

13%

5%

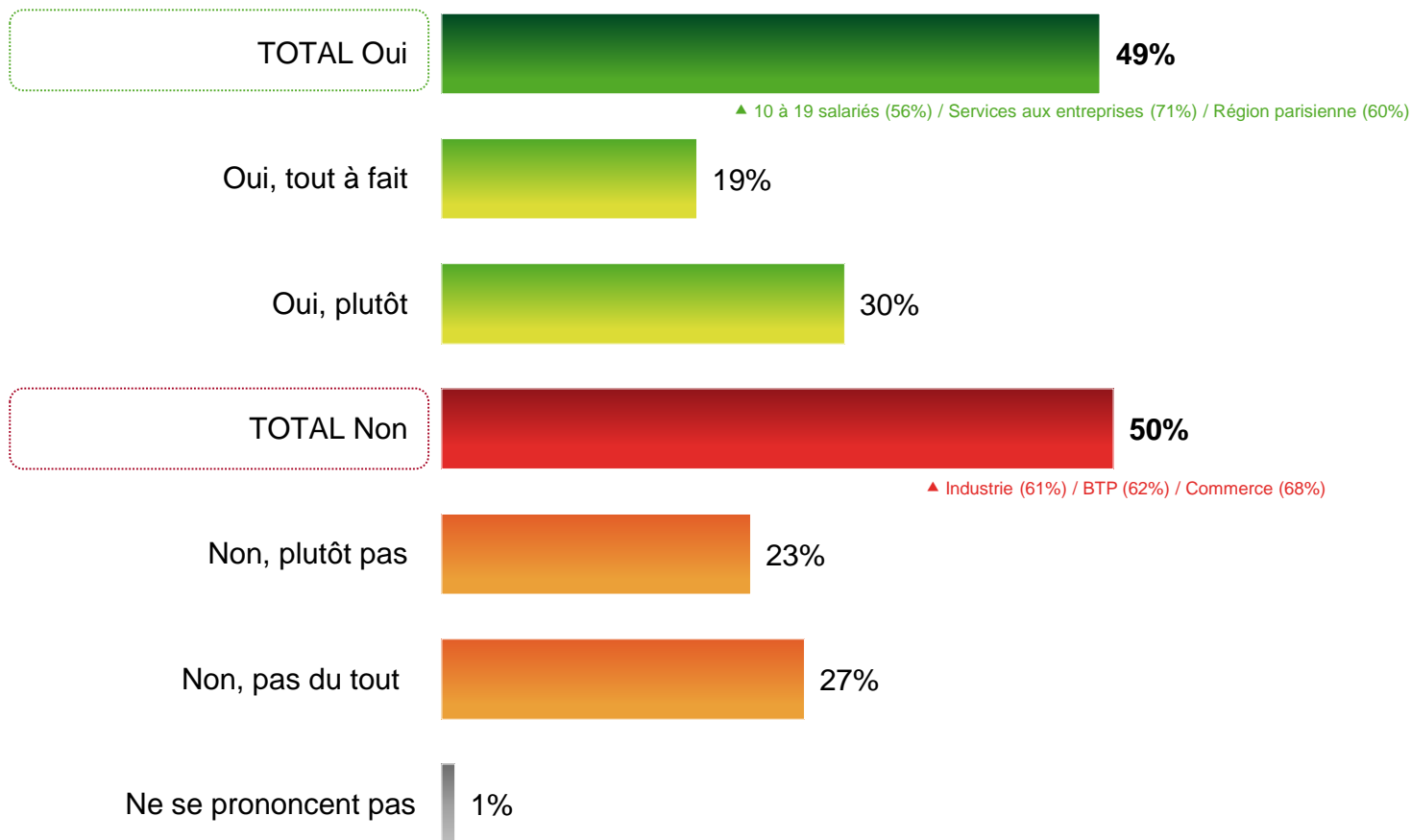
7%

-

## La préoccupation réelle des candidats à la présidentielle pour la croissance

Question

Avez-vous le sentiment que la croissance de l'économie française est une préoccupation majeure des candidats à l'élection présidentielle de 2017 ?



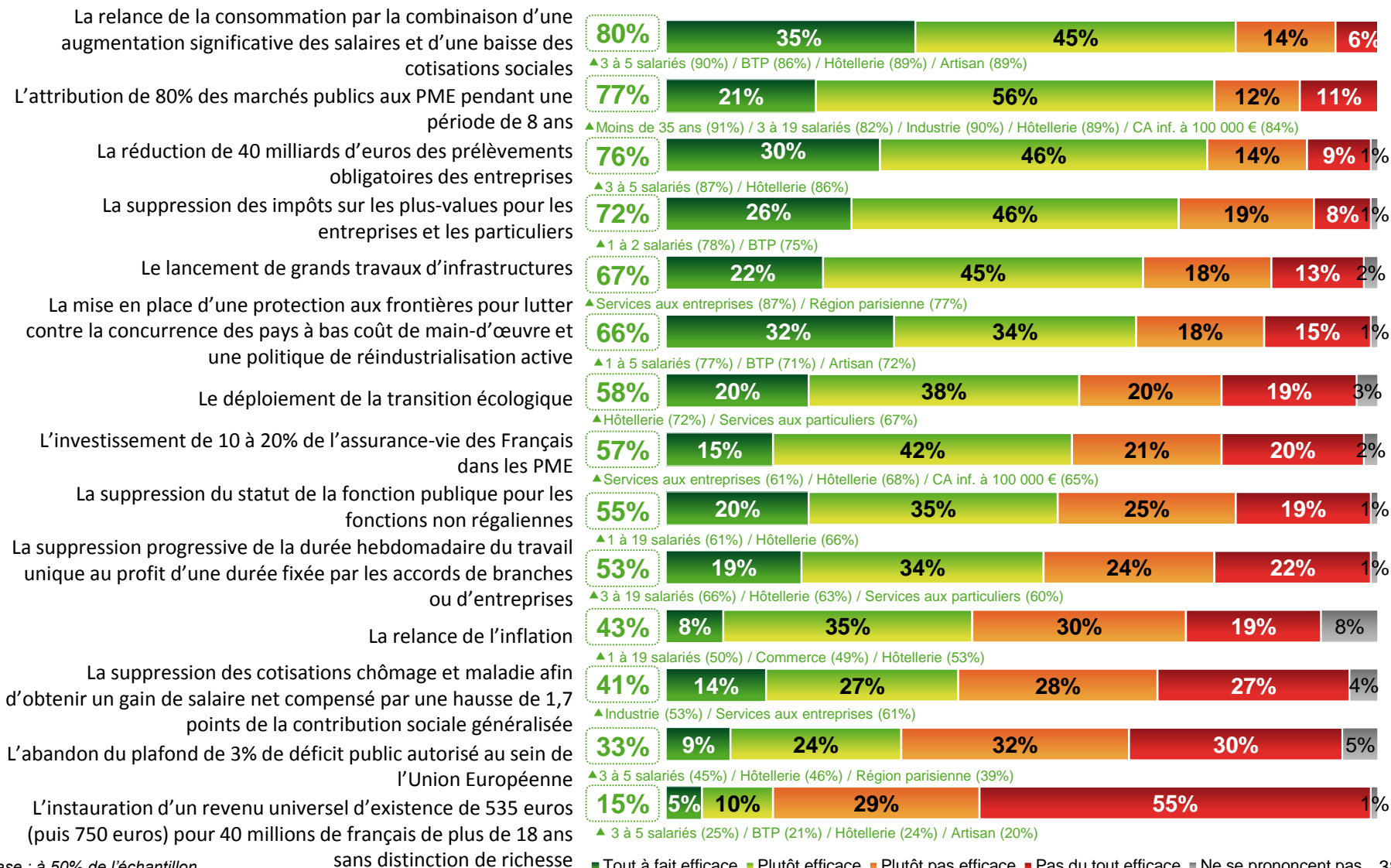
Base : à 50% de l'échantillon

# L'efficacité de différentes mesures pour relancer la croissance

Question

Diriez-vous de chacune des mesures suivantes, proposées par des candidats à l'élection présidentielle de 2017, qu'elle sera efficace ou pas efficace pour relancer la croissance en France ?

## Total Efficace



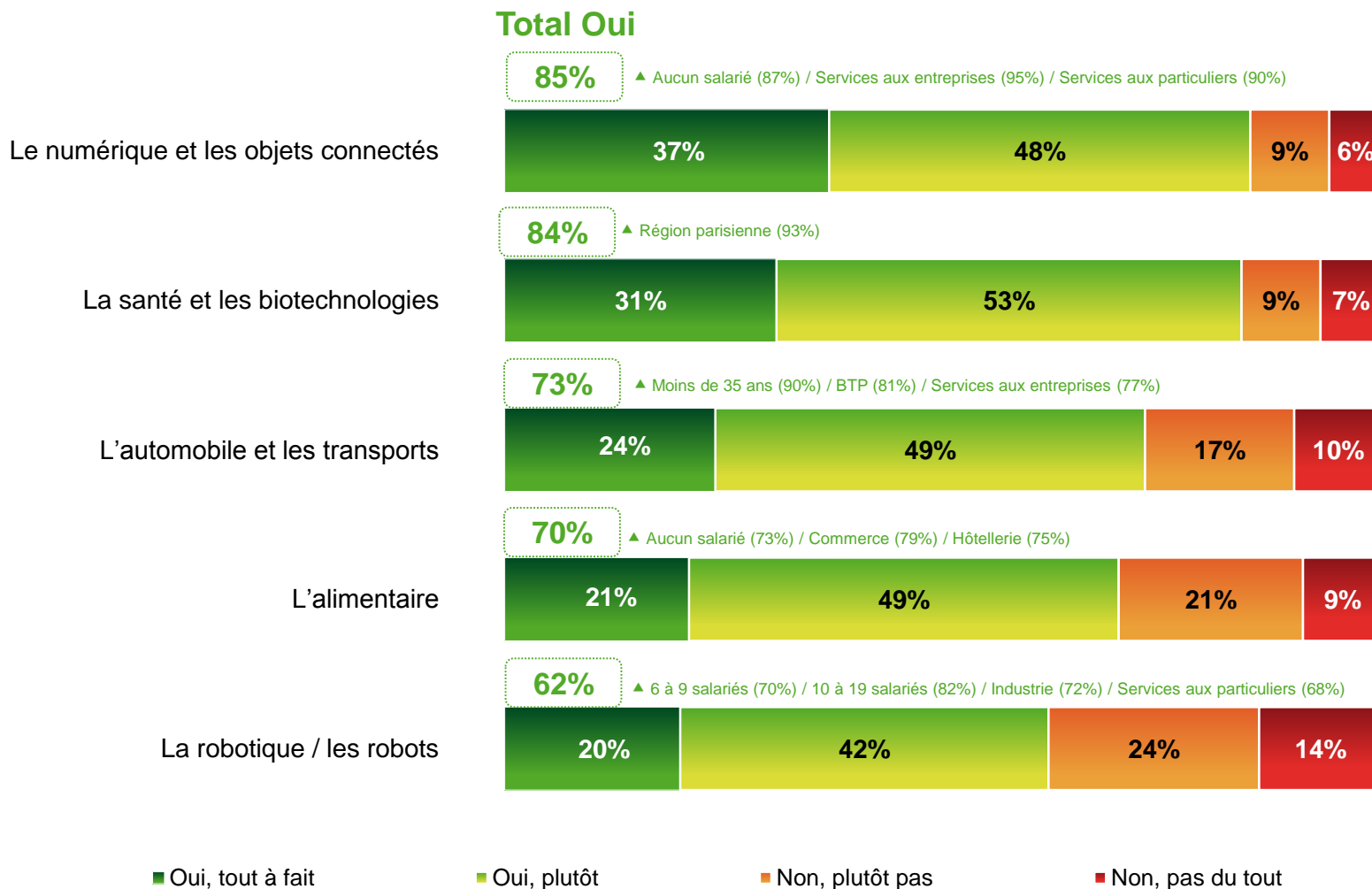
Base : à 50% de l'échantillon

■ Tout à fait efficace ■ Plutôt efficace ■ Plutôt pas efficace ■ Pas du tout efficace ■ Ne se prononcent pas 38

## Les opportunités de croissance dans différents secteurs d'activité

Question

Diriez-vous globalement que les innovations dans les secteurs suivants représentent des opportunités de croissance pour l'économie française ?



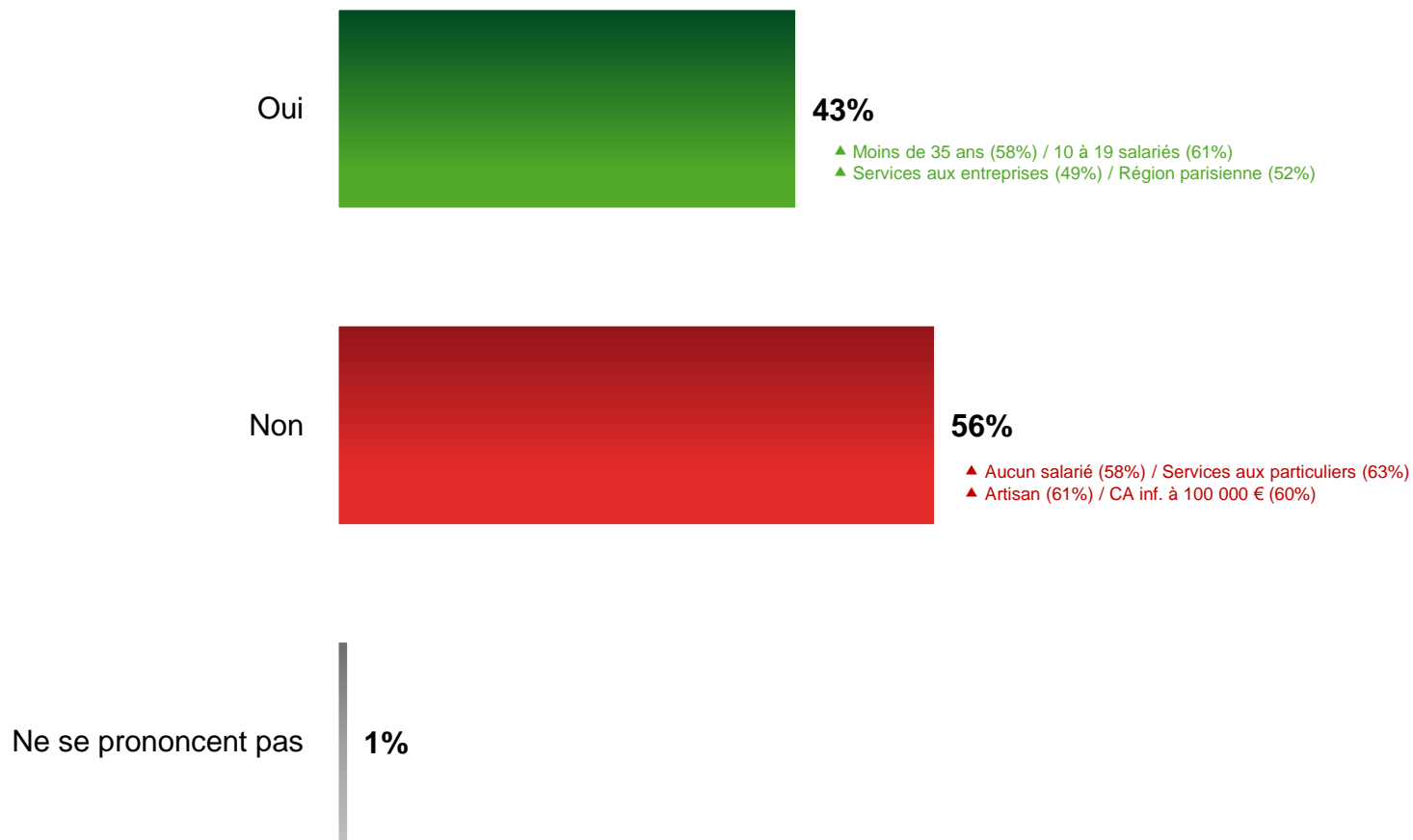
Base : à 50% de l'échantillon



## L'identification d'opportunités de croissance pour son activité

Question

Personnellement, identifiez-vous des opportunités de croissance pour votre entreprise pour les années à venir ?



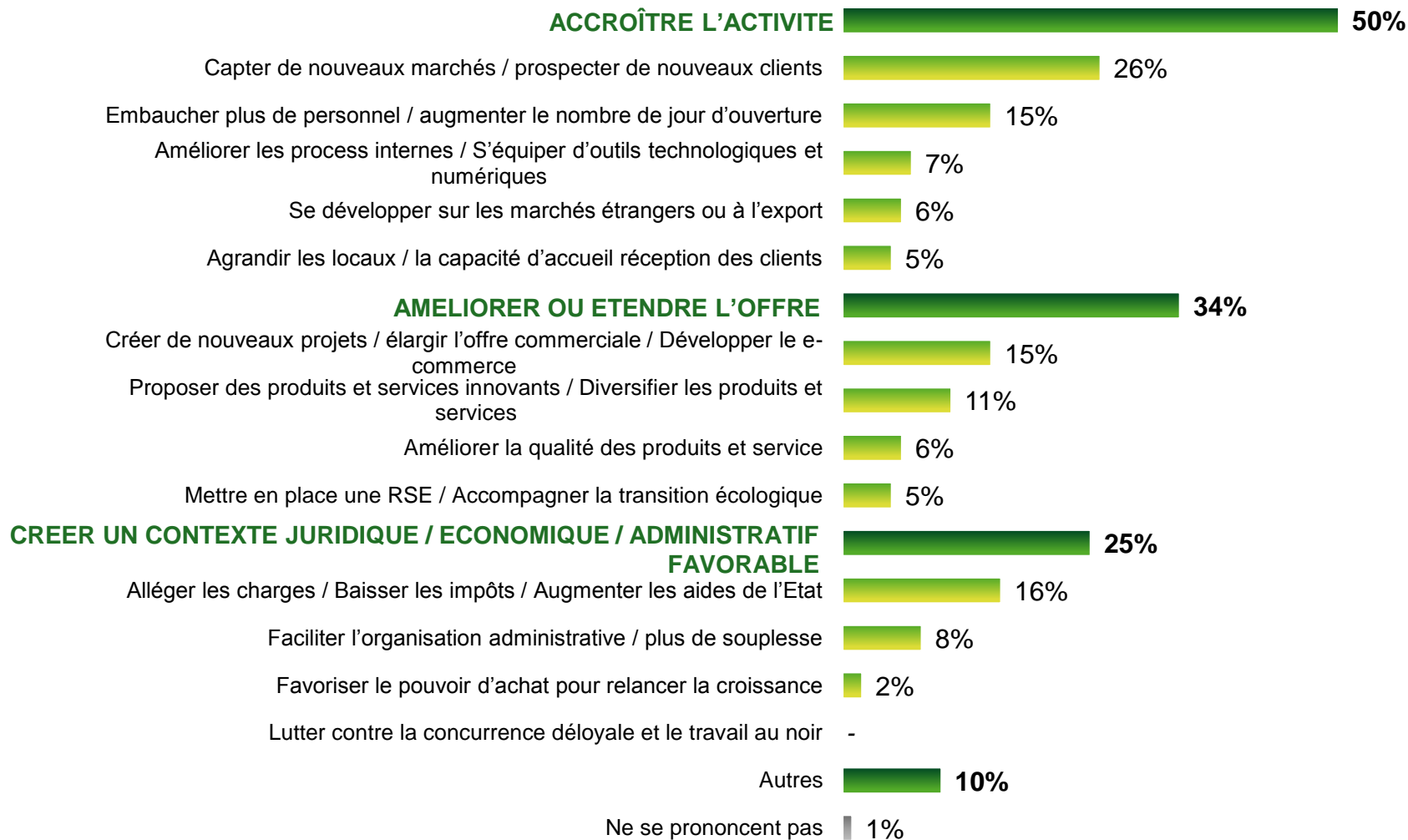
Base : ensemble des dirigeants de TPE

## Les opportunités de croissance identifiées pour son activité

Question

Quelles opportunités de croissance identifiez-vous pour votre entreprise pour les années à venir ?

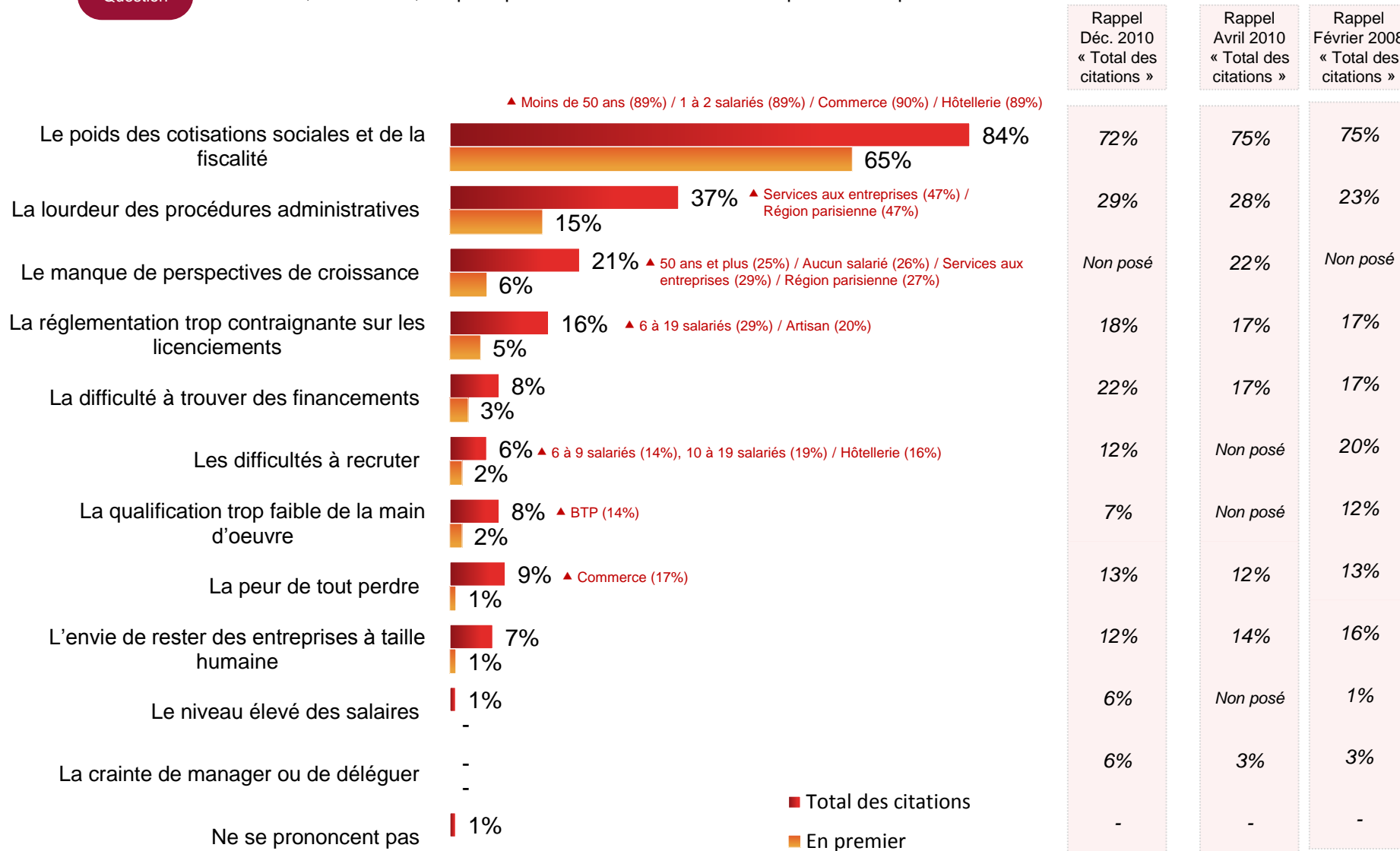
(Question ouverte – réponses spontanées)



# Les principaux freins à la croissance des petites entreprises

Question

Quels sont, selon-vous, les principaux freins à la croissance des petites entreprises comme la vôtre ?<sup>(1)</sup>



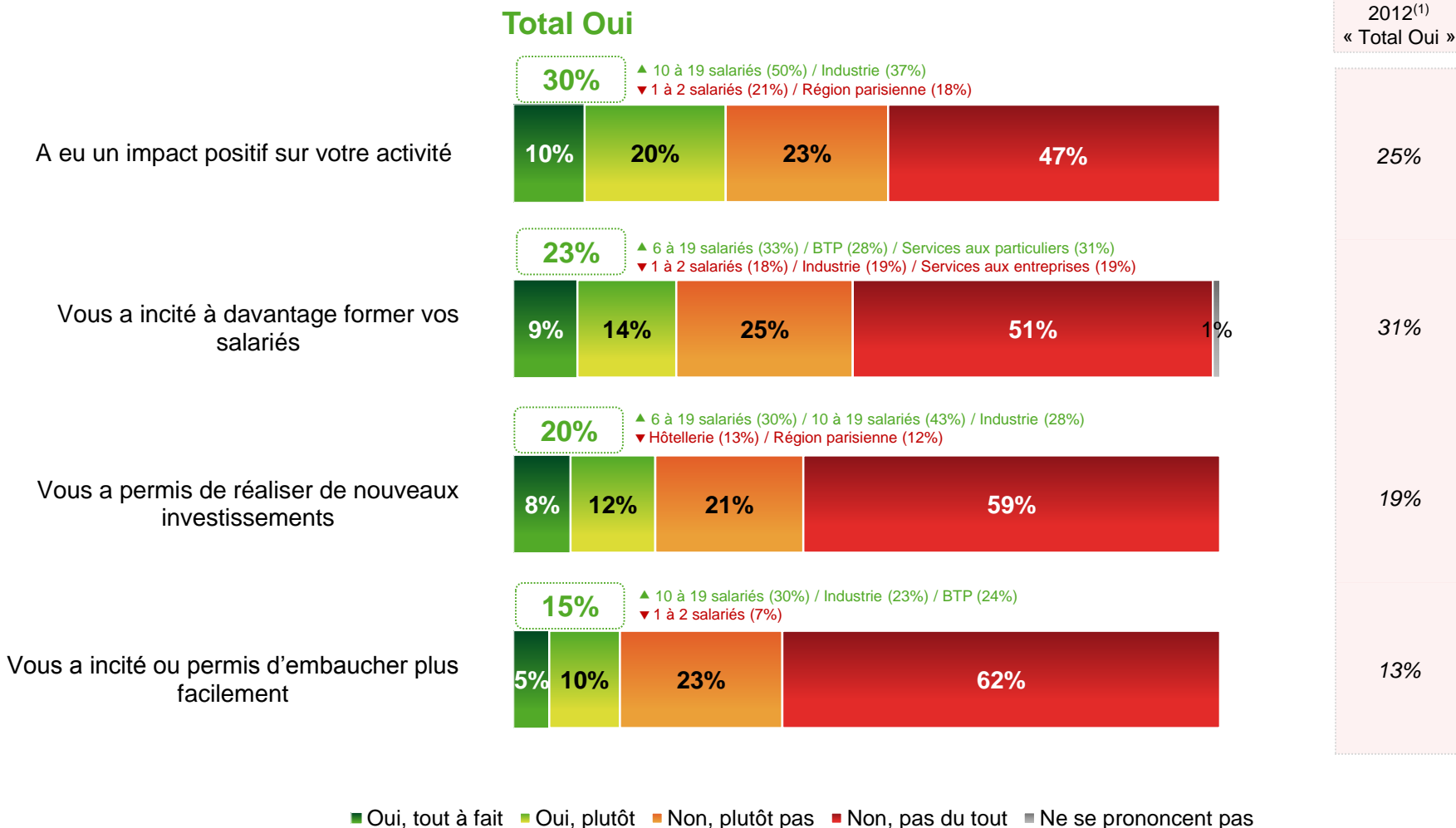
(1) Avant février 2017, le libellé de la question était le suivant : « Quels sont, selon-vous, les principaux facteurs qui empêchent les petites entreprises de grandir ? »

Base : à 50% de l'échantillon

## L'impact du CICE sur son activité

Question

Diriez-vous que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), mis en place en 2013... ?



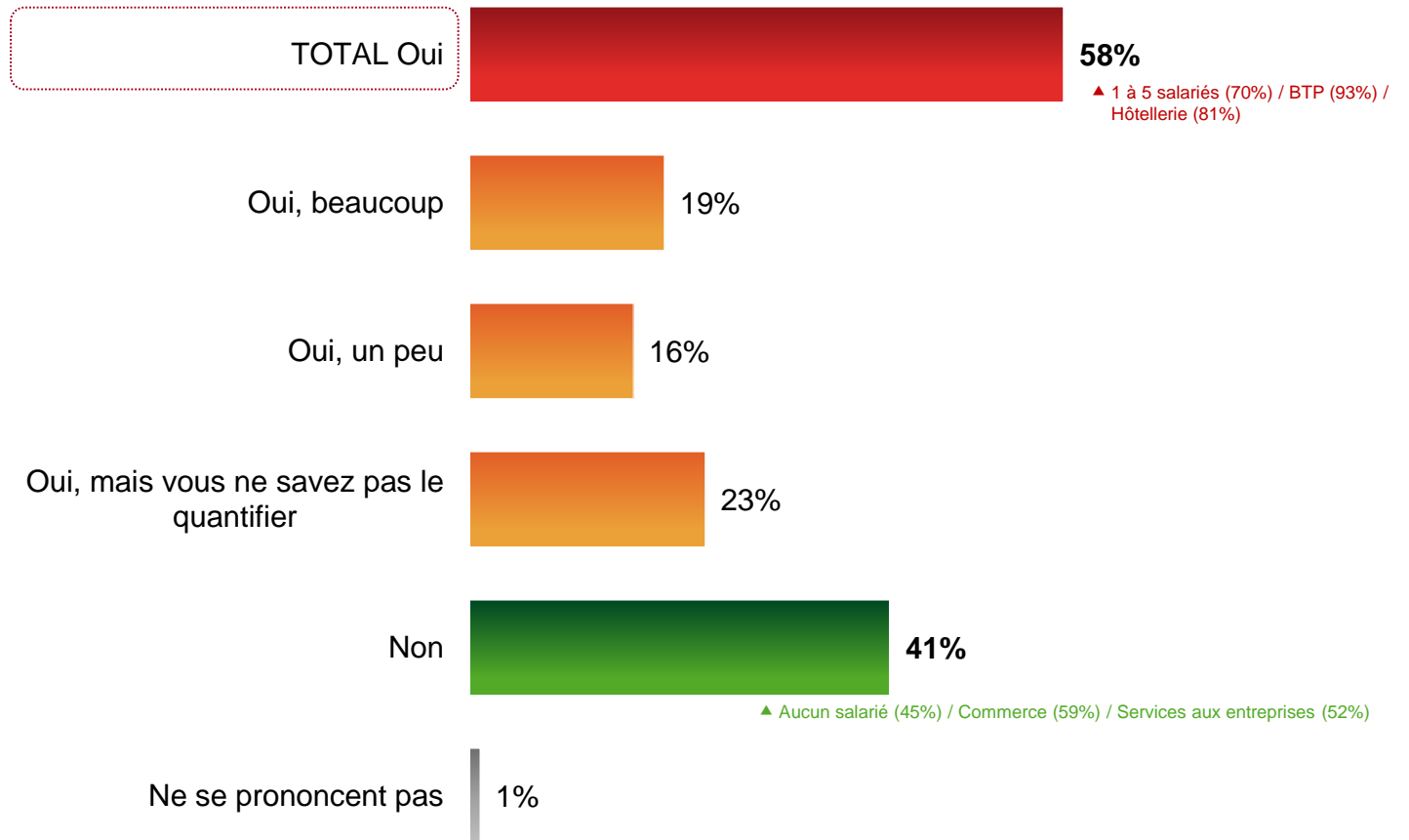
(1) Prévisions de novembre 2012 en amont de sa mise en place. Le libellé de la question était le suivant : « Parmi les mesures phares annoncées par Jean-Marc Ayrault figure la création du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi. Concrètement, il s'agira d'un crédit d'impôt, calculé en pourcentage sur la masse salariale pour les salaires inférieurs à 2,5 fois le Smic, qui sera conditionné aux investissements faits par l'entreprise (recherche, innovation, formation, embauches). Il s'établira à 10 milliards d'euros en 2013, puis à 20 milliards par an à partir de 2014. Diriez-vous que cette mesure... ? »

Base : aux dirigeants employant au moins un salarié parmi 50% de l'échantillon

## L'existence de travail au noir dans son secteur d'activité

Question

Avez-vous le sentiment qu'il existe du travail au noir dans votre secteur d'activité ?

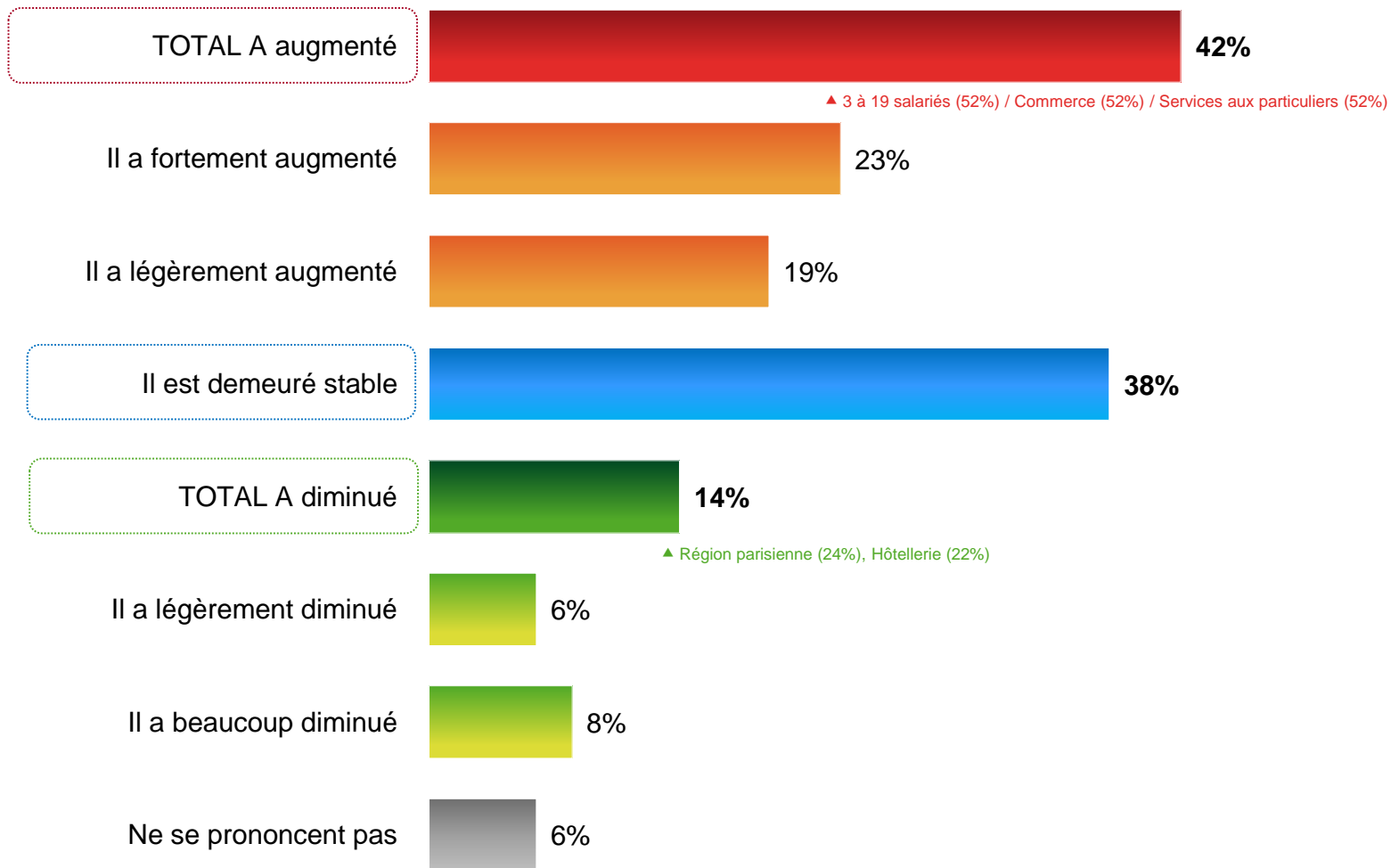


Base : à 50% de l'échantillon

## L'évolution du travail au noir dans son secteur depuis cinq ans

Question

Et diriez-vous qu'au cours des cinq dernières années, le travail au noir dans votre secteur d'activité a augmenté, est resté stable ou a diminué ?

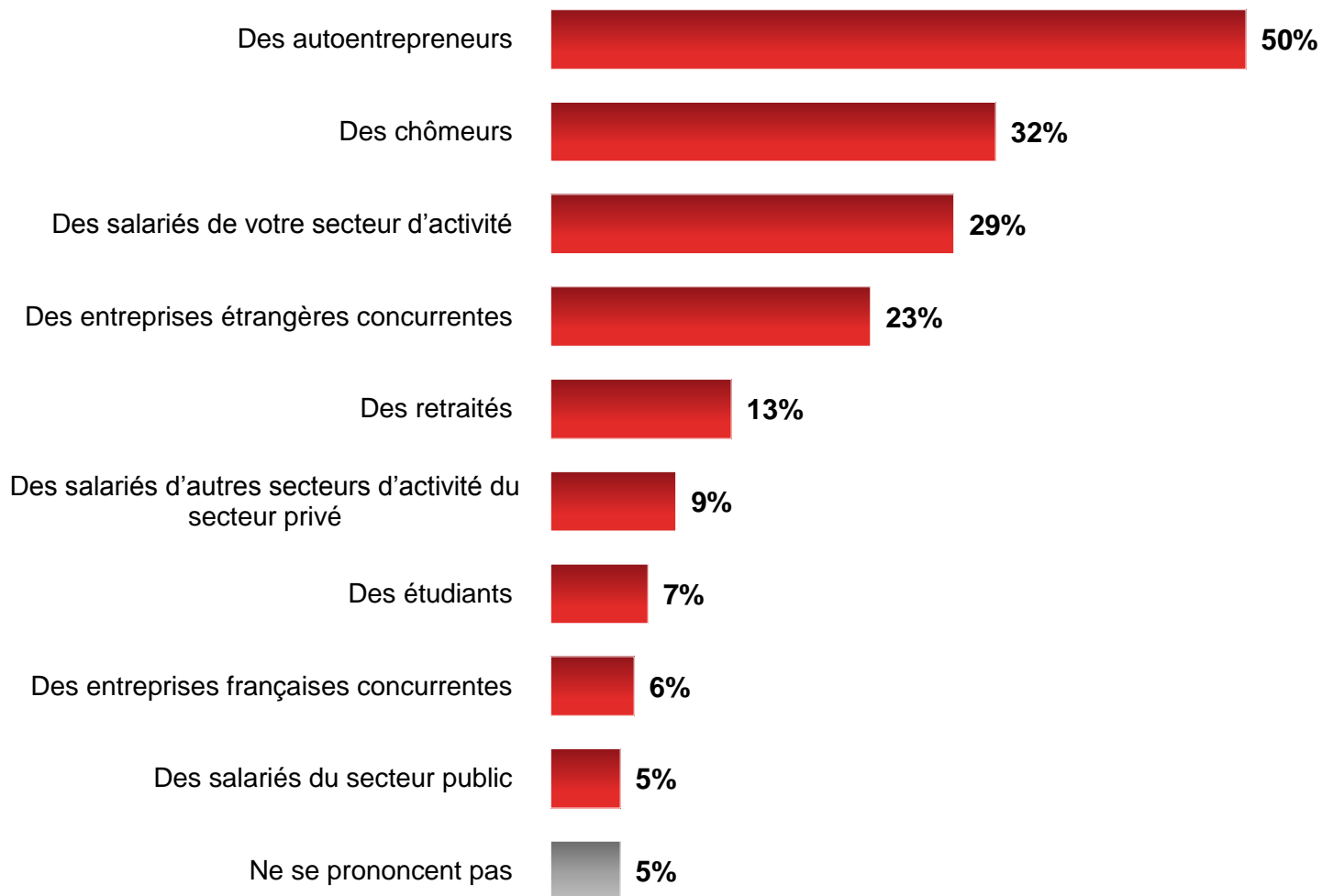


Base : aux dirigeants estimant qu'il existe du travail au noir dans leur secteur d'activité parmi 50% de l'échantillon

## Les principaux acteurs pratiquant le travail au noir dans son secteur

Question

Diriez-vous que le travail au noir dans votre secteur d'activité est principalement pratiqué par... ?



Base : aux dirigeants estimant qu'il existe du travail au noir dans leur secteur d'activité parmi 50% de l'échantillon

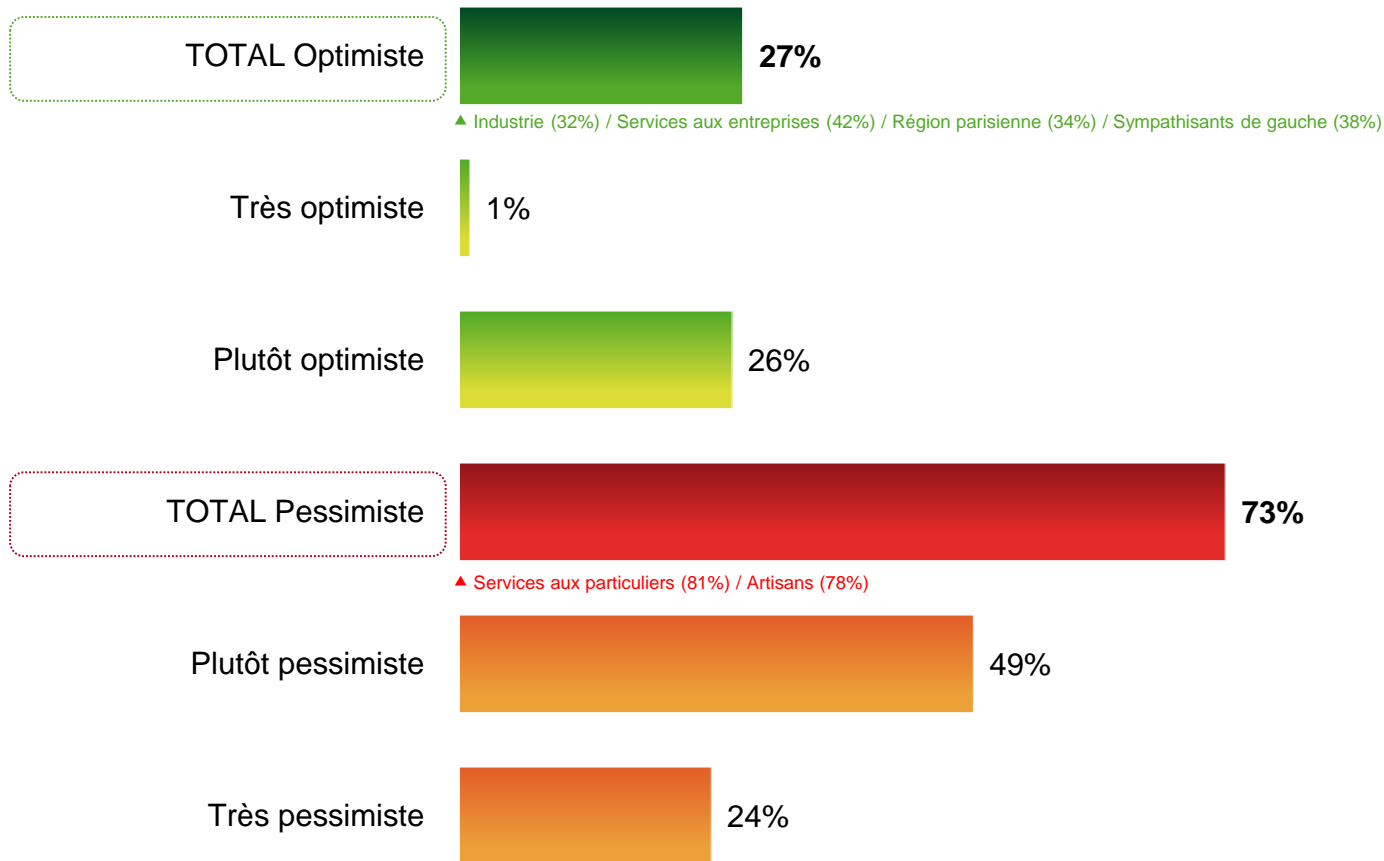
## *Les TPE et l'emploi*



## L'optimisme sur un recul durable du chômage

Question

Globalement, diriez-vous que vous êtes optimiste ou pessimiste sur la capacité de la France à faire diminuer le chômage durablement ?

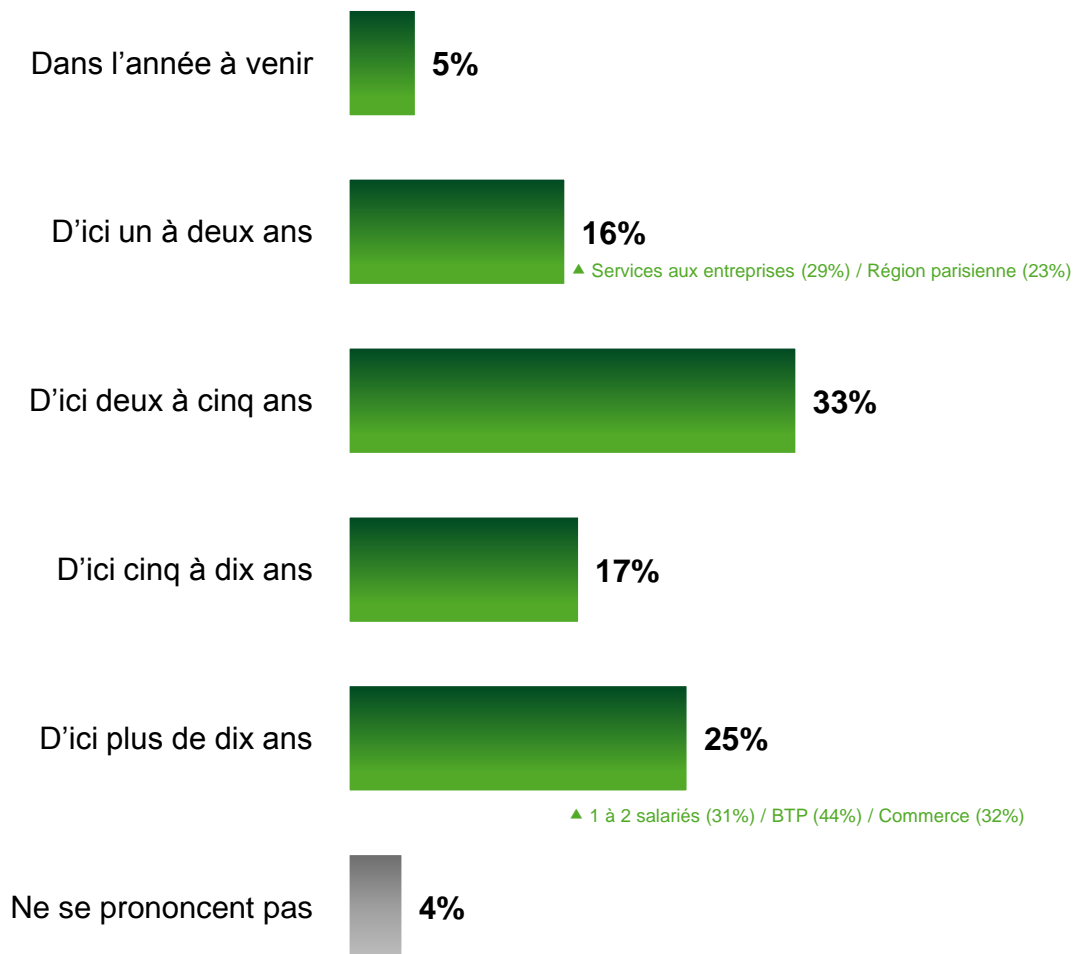


Base : à 50% de l'échantillon

## L'échéance du recul du chômage en France

Question

Selon vous, à quelle échéance le chômage va-t-il diminuer en France ?



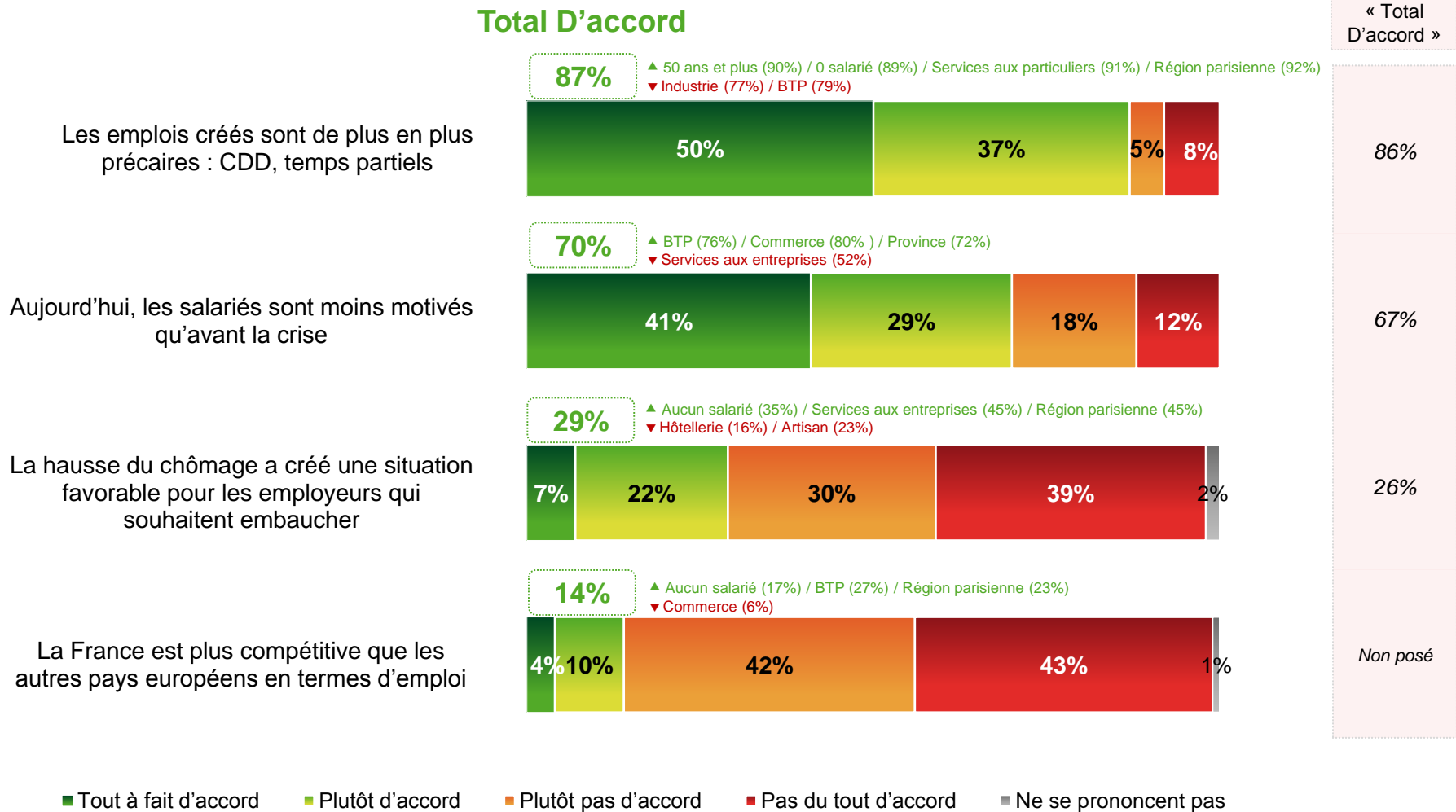
Base : à 50% de l'échantillon

# L'approbation de différentes opinions sur l'emploi en France

Question

Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant la situation en matière d'emploi ?

Rappel  
Février 2011  
« Total  
D'accord »

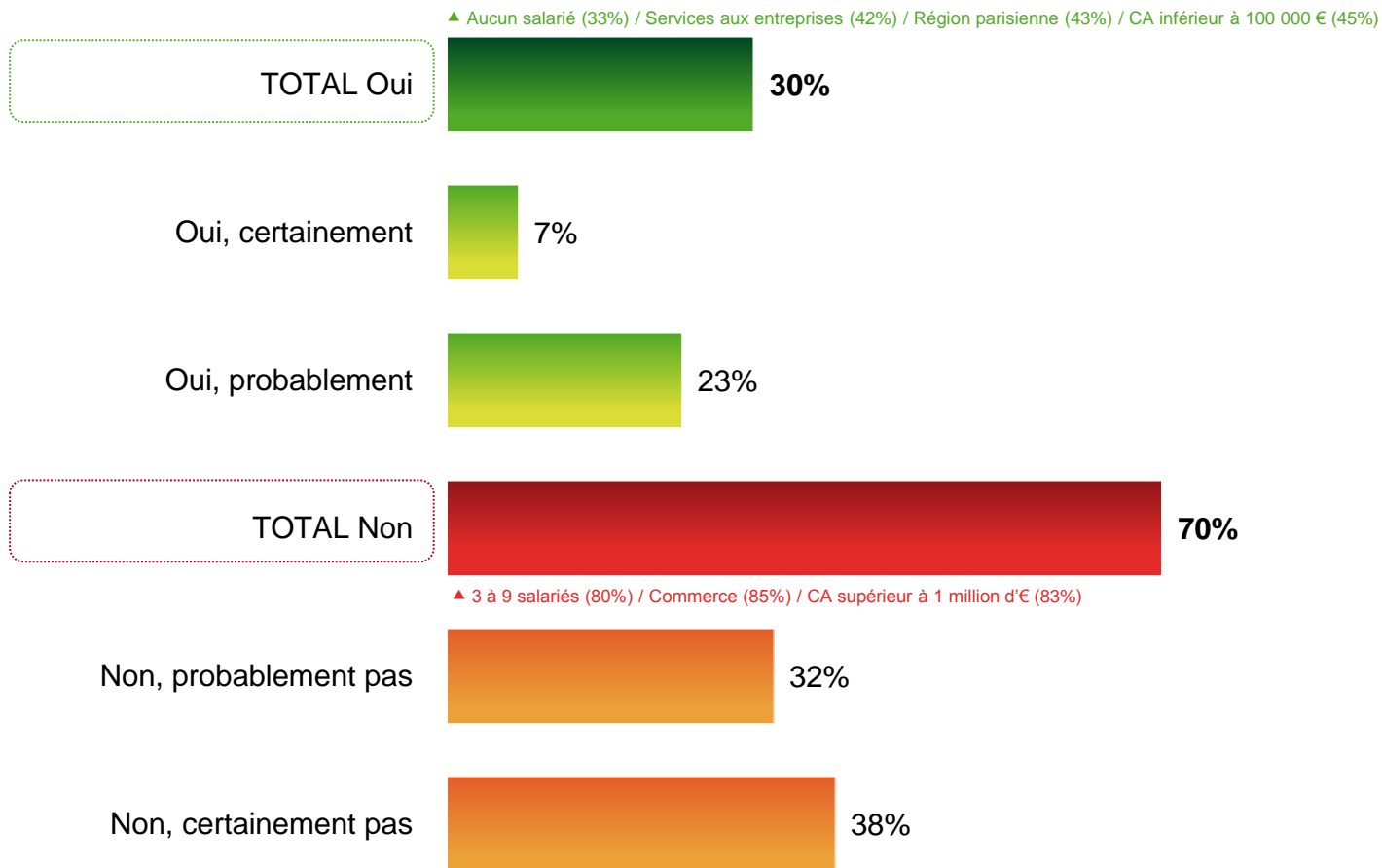


Base : à 50% de l'échantillon

## Le pronostic sur l'efficacité des dernières réformes liées à l'emploi

Question

Personnellement, estimez-vous que les dernières réformes liées à l'emploi et au marché du travail permettront de diminuer le chômage à court terme ?

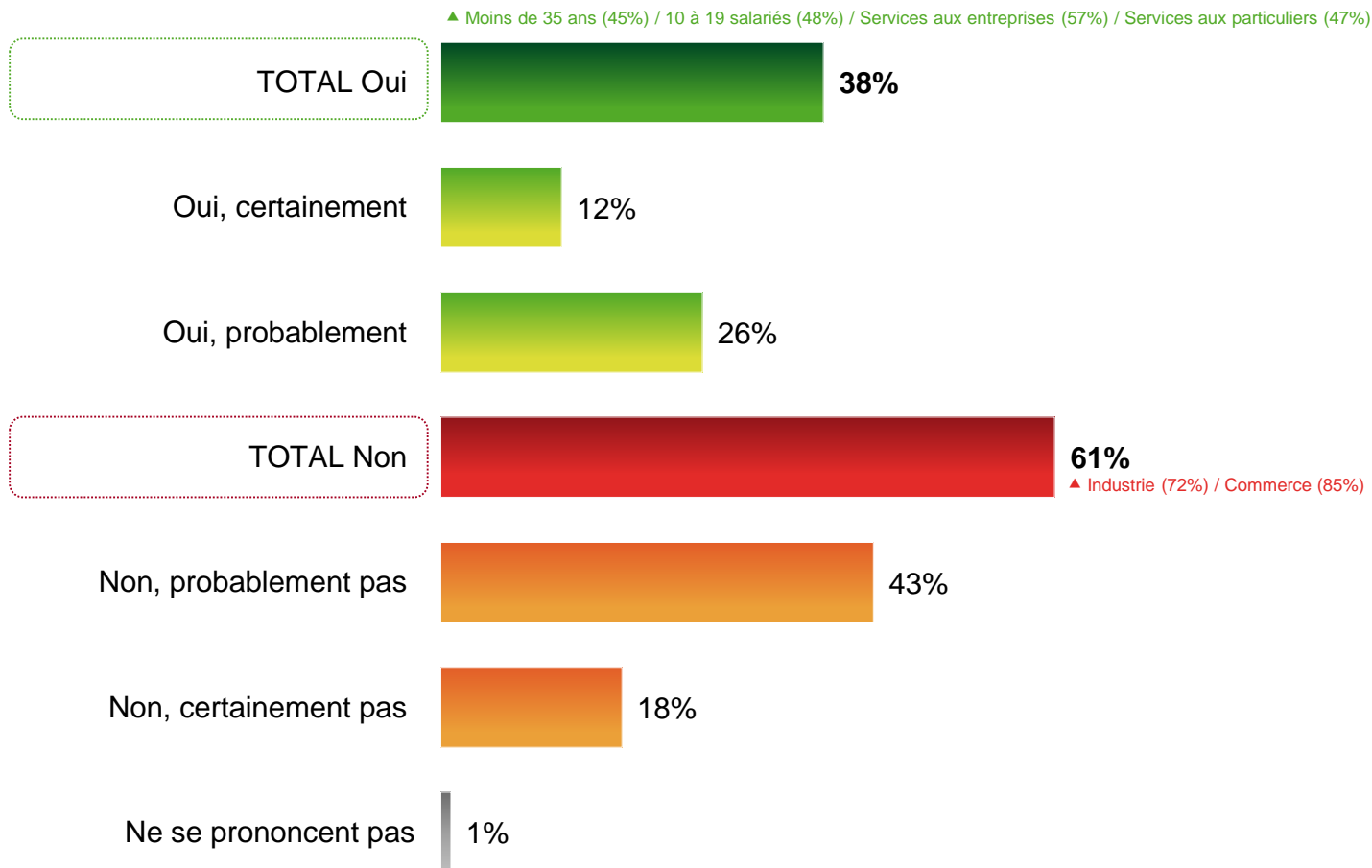


Base : à 50% de l'échantillon

## Les marges du prochain gouvernement pour diminuer le chômage

Question

Selon vous, le prochain président de la République et son nouveau gouvernement disposeront-ils de marges de manœuvre suffisantes pour faire baisser durablement le chômage en France ?

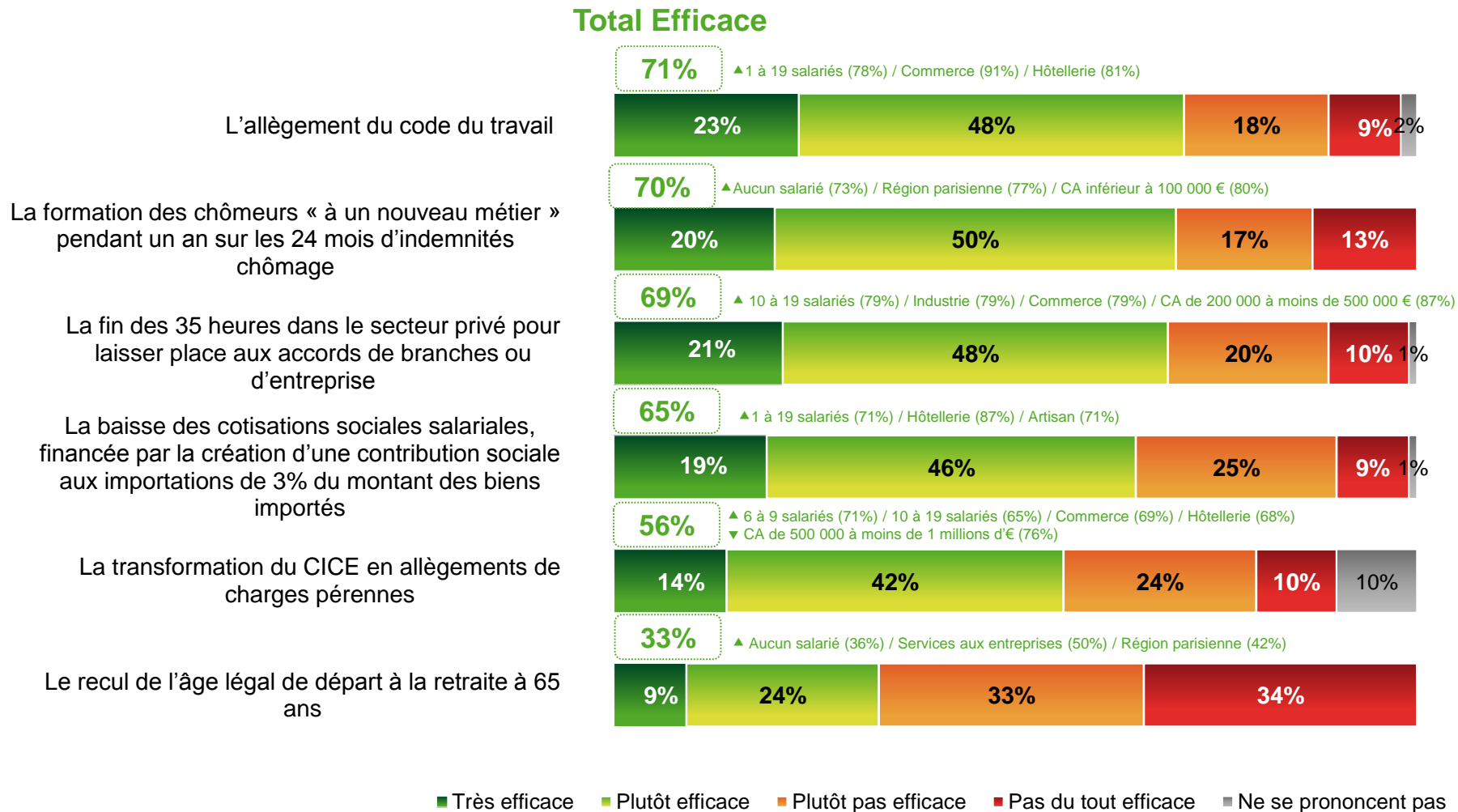


Base : à 50% de l'échantillon

# L'efficacité de différentes mesures pour relancer l'emploi en France

Question

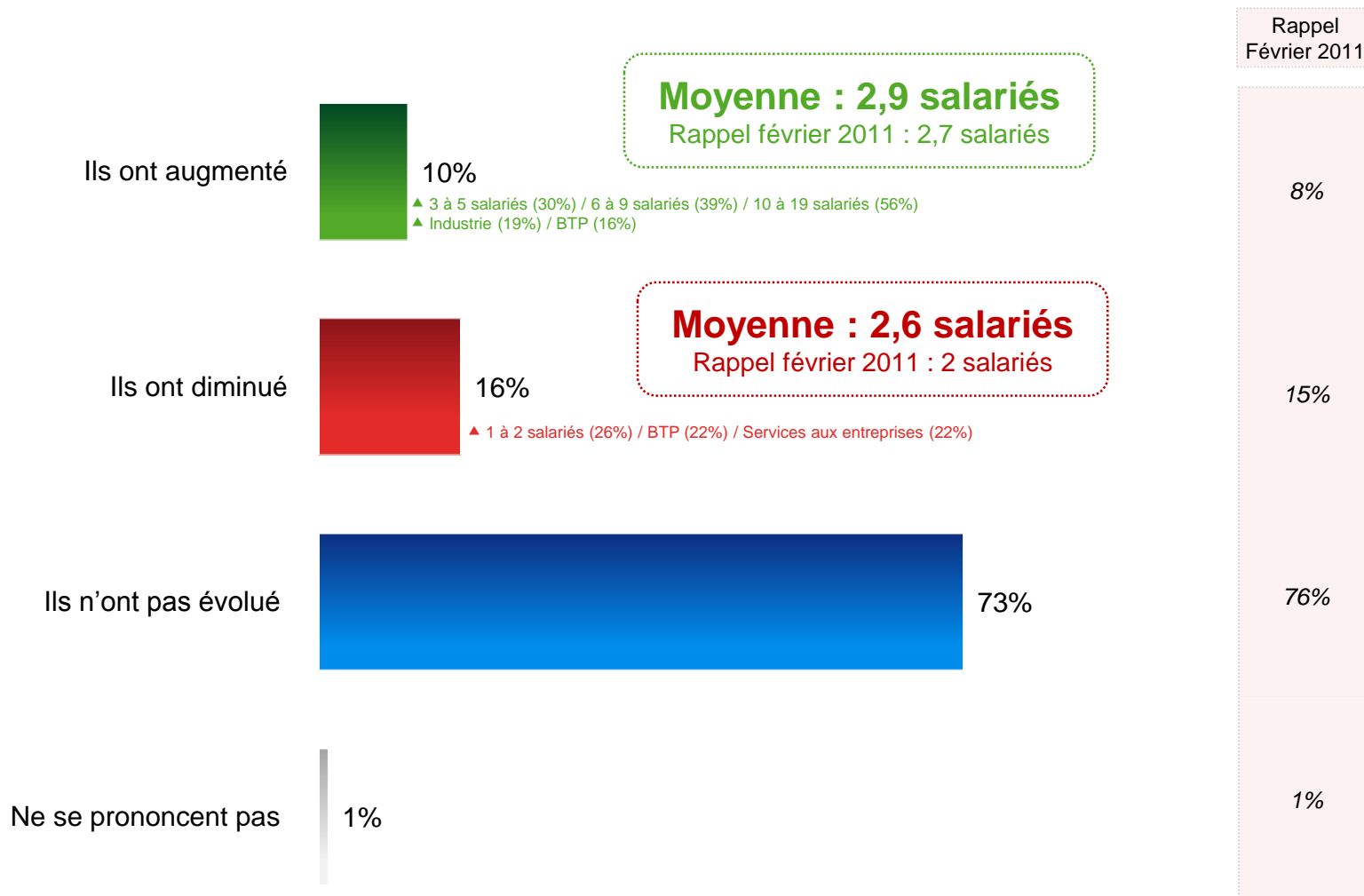
Diriez-vous de chacune des mesures suivantes, proposées par des candidats à l'élection présidentielle de 2017, qu'elle sera efficace ou pas efficace pour permettre une reprise de l'emploi en France ?



# L'évolution des effectifs de son entreprise au cours des 5 dernières années

Question

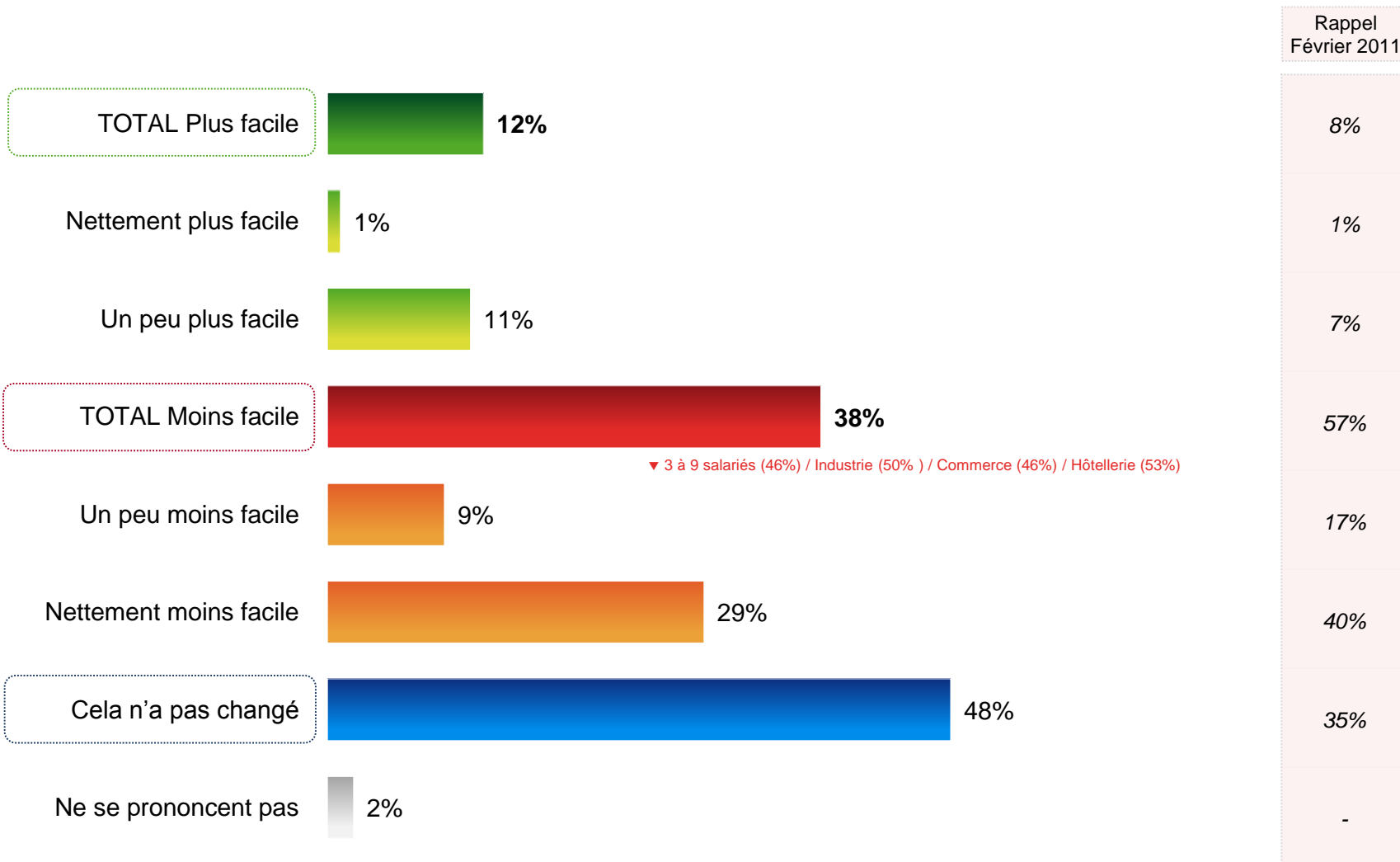
Au cours des cinq dernières années, comment ont évolué les effectifs salariés de votre entreprise ?



## Le jugement sur la facilité à embaucher par rapport à il y a cinq ans

Question

Diriez-vous que dans une entreprise comme la vôtre il est plus facile ou moins facile d'embaucher aujourd'hui qu'il y a cinq ans ?



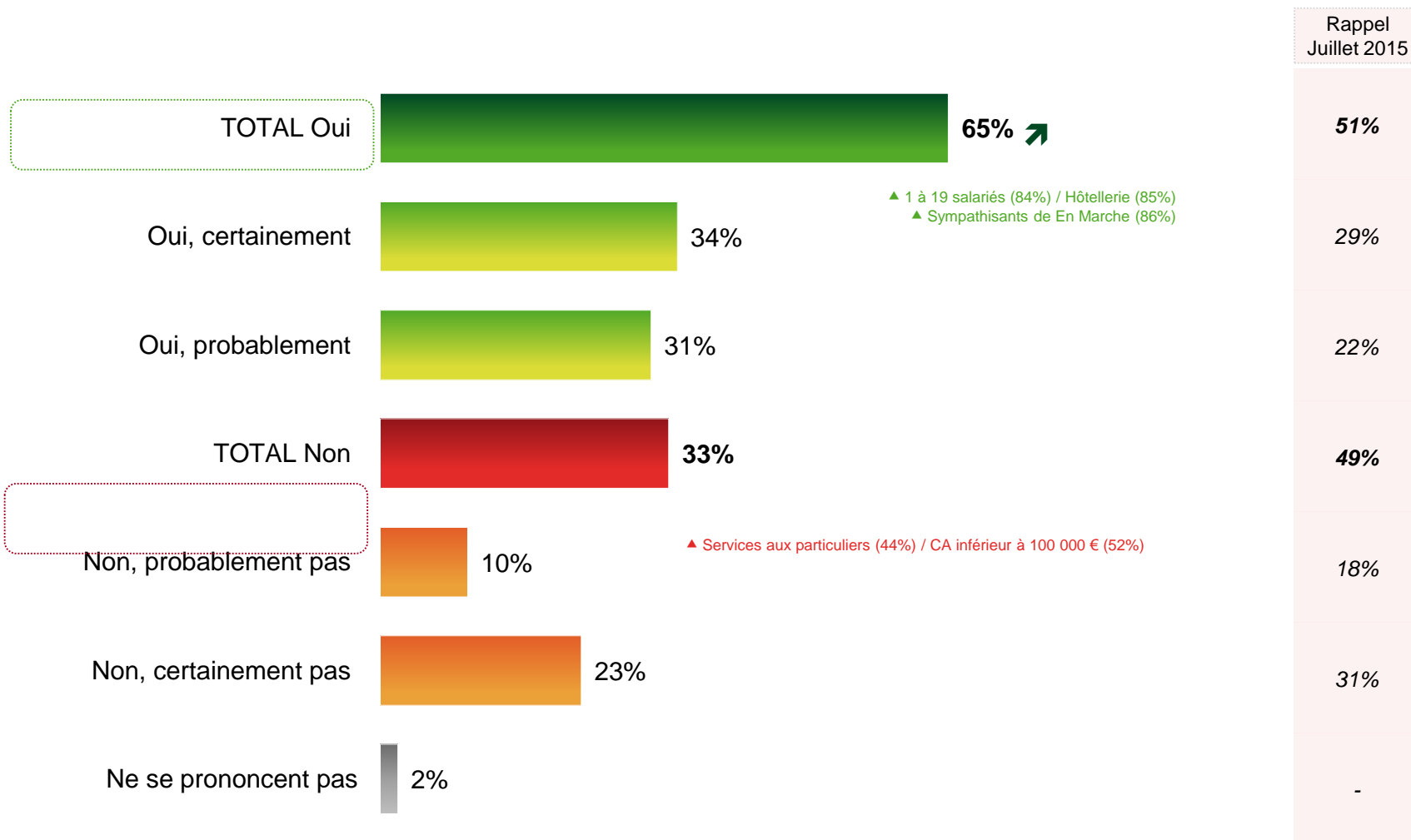
Base : à 50% de l'échantillon



## Le souhait d'augmenter ses effectifs en cas de croissance réelle

Question

Souhaiteriez-vous augmenter vos effectifs salariés en cas de réelles perspectives de croissance de votre activité ?

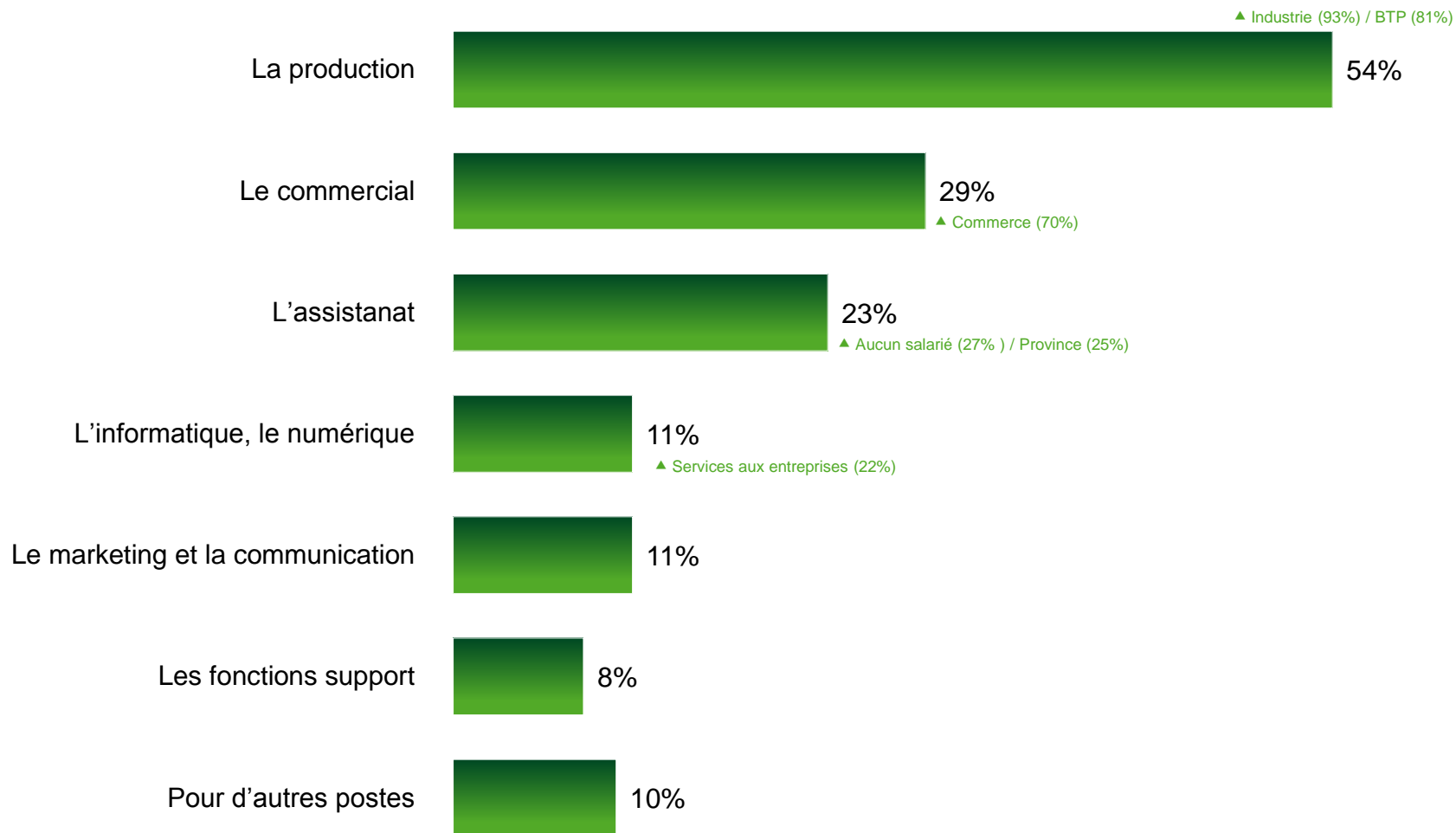


Base : à 50% de l'échantillon

## Les recrutements prioritaires en cas de croissance réelle

Question

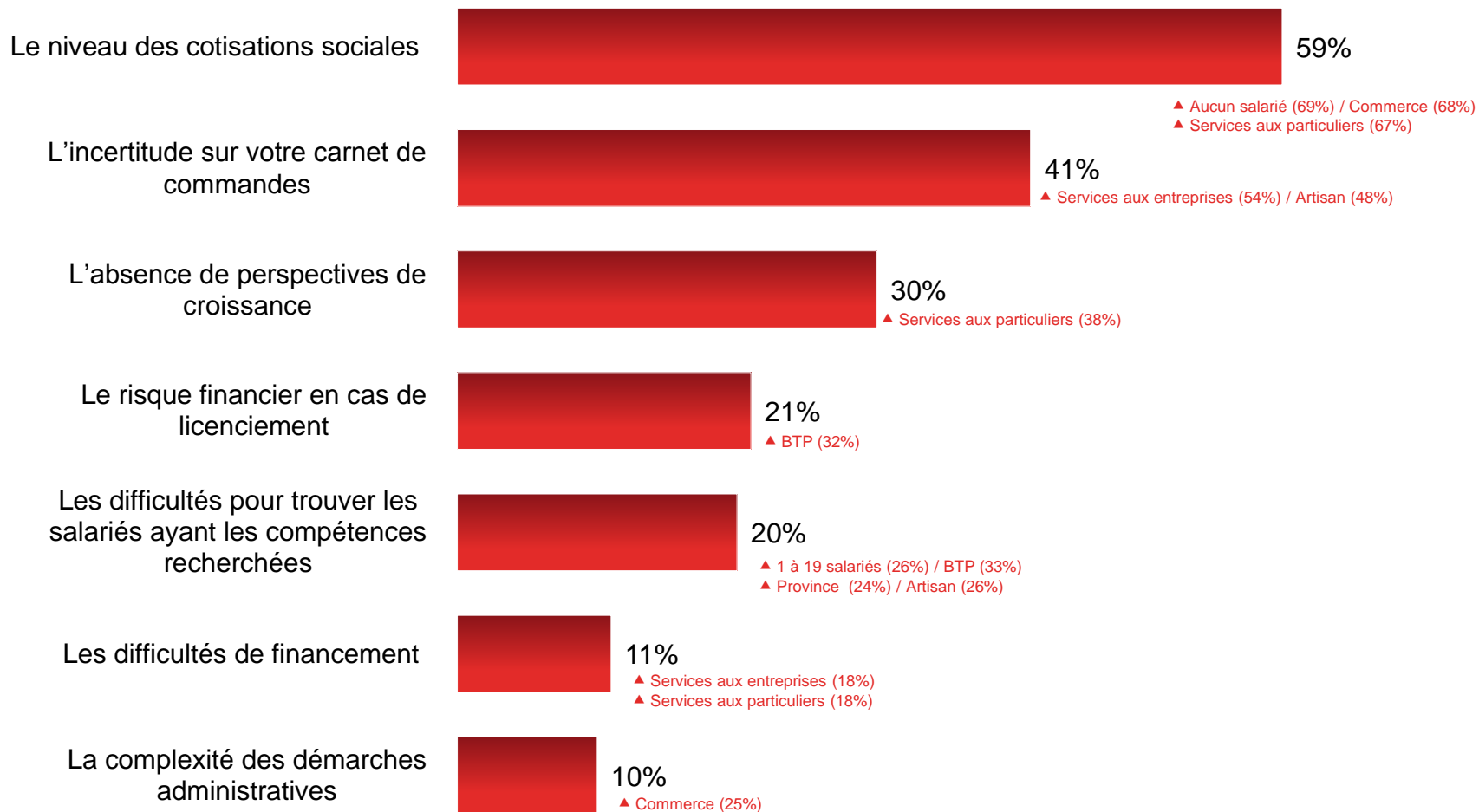
Pour quels types de postes souhaiteriez-vous embaucher en priorité ?



## Les principaux freins actuels à l'embauche

Question

Quels sont actuellement les principaux facteurs qui vous empêchent d'embaucher ?

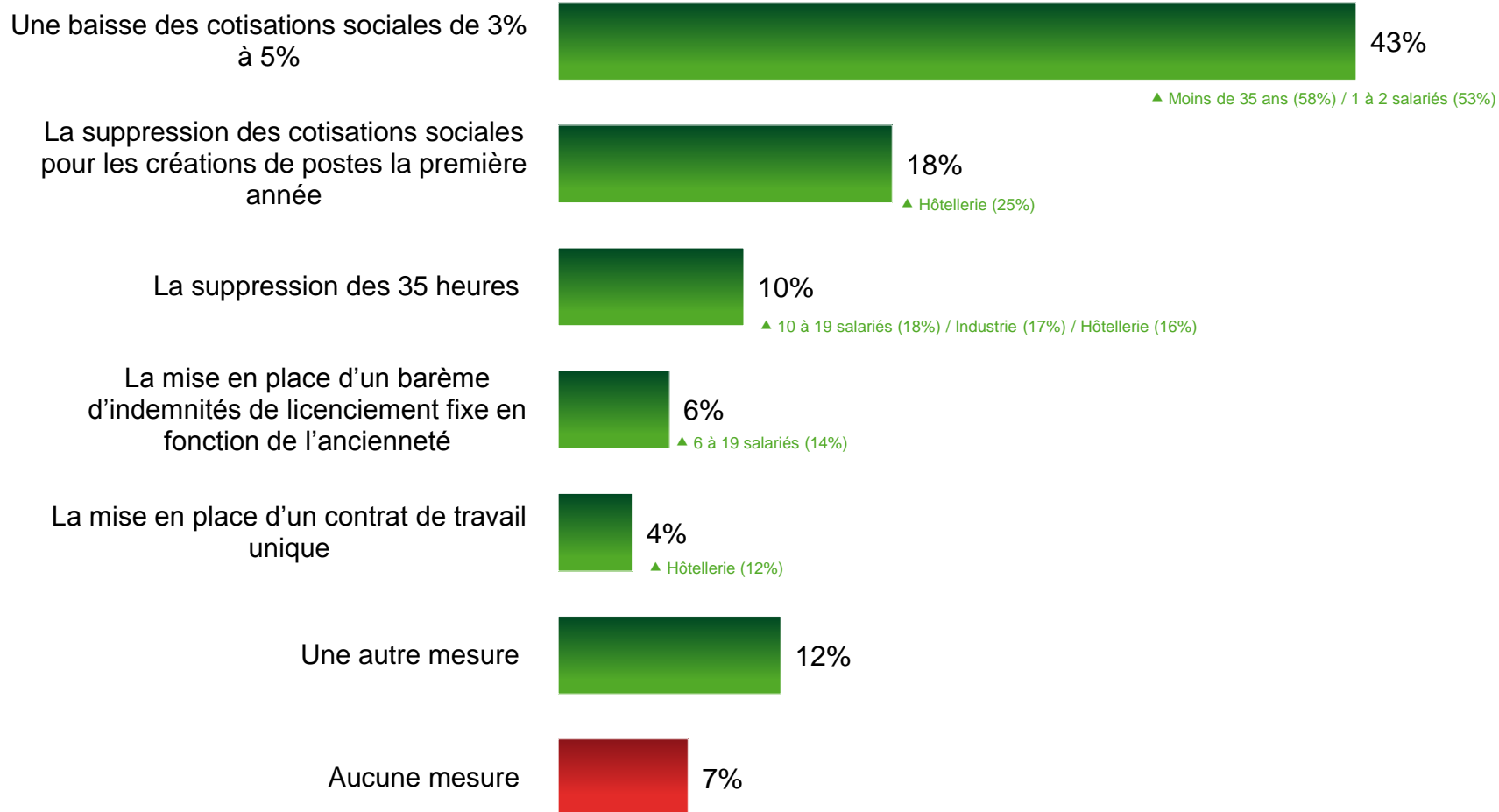


Base : aux dirigeants qui souhaiteraient embaucher en cas de réelles perspectives de croissance parmi 50% de l'échantillon

## Les mesures incitant le plus à l'embauche

Question

Personnellement, quelle serait la mesure qui vous inciterait le plus à embaucher ?



## La solution à privilégier pour l'indemnisation du chômage

Question

En ce qui concerne le chômage, quelle serait selon vous la solution la plus efficace pour permettre l'équilibre du système ?

Le versement d'indemnités dégressives à taux plein sur 6 mois puis avec davantage de seuils de dégressivité qu'actuellement



▲ De 35 à 49 ans (52%) / 1 à 19 salariés (45%) / BTP (50%) / Artisan (42%)

Le plafonnement des allocations chômage pour les salaires supérieurs à 3 000 euros



▲ Hôtellerie (43%)

Le versement d'indemnités à taux plein mais sur une durée réduite à un an

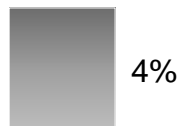


▲ Commerce (35%)

Le maintien du système actuel



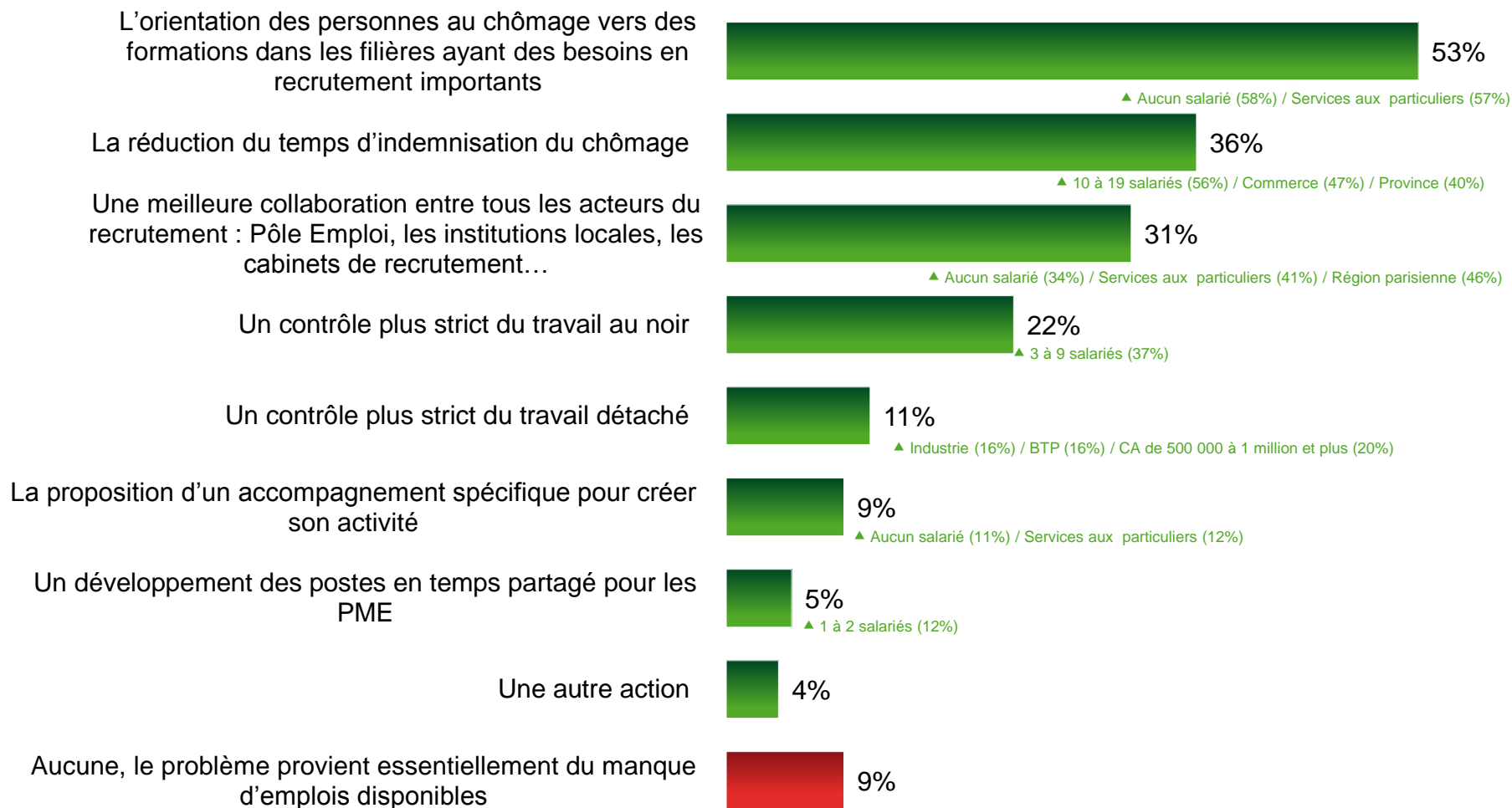
Ne se prononcent pas



## Les actions les plus efficaces pour favoriser le retour à l'emploi

Question

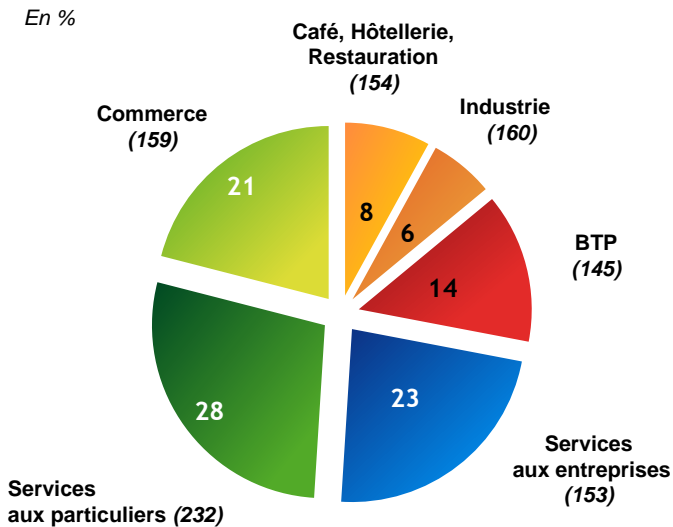
Et selon vous, quelles seraient les actions les plus efficaces pour favoriser le retour à l'emploi des personnes au chômage ?



- Échantillon de **1 003** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 16 janvier au 3 février 2017.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
  - le secteur d'activité de l'entreprise,
  - la taille de l'entreprise,
  - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

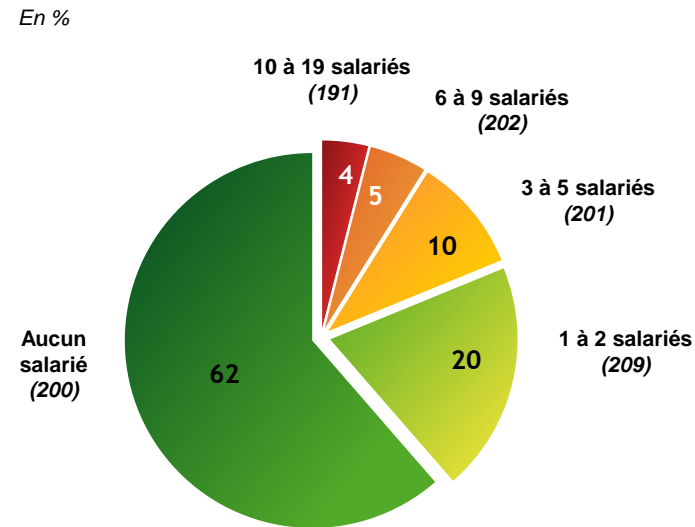
## SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



## TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



## REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

